



PAGESJAUNES GROUPE

Comptes consolidés au 31 décembre 2005 et 31 décembre 2004

PagesJaunes Groupe,

**Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 55 757 922 euros
Siège social : 7 avenue de la Cristallerie – 92317 Sèvres Cedex
R.C.S. Nanterre 552 028 425**

Description de l'activité	3
Compte de résultat consolidé IFRS	4
Bilan consolidé IFRS	5
Tableau de variation des capitaux propres consolidés IFRS	6
Tableau des flux de trésorerie consolidé	7
Note 1 - Description de l'activité	7
Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2005	7
Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation	8
Note 4 - Information sectorielle	19
Note 5 - Information complémentaire à périmètre constant	22
Note 6 - Variation du périmètre de consolidation	23
Note 7 - Chiffre d'affaires	24
Note 8 - Autres produits opérationnels	24
Note 9 - Charges de personnel	25
Note 10 - Résultat financier	26
Note 11 - Impôt sur les sociétés	26
Note 12 - Résultat par action	27
Note 13 - Ecarts d'acquisition des sociétés intégrées	28
Note 14 - Autres immobilisations incorporelles	29
Note 15 - Immobilisations corporelles	29
Note 16 - Titres mis en équivalence	30
Note 17 - Autres actifs disponibles à la vente	30
Note 18 - Autres actifs financiers non courants	31
Note 19 - Autres actifs financiers courants	31
Note 20 - Stocks nets	31
Note 21 - Créances clients	32
Note 22 - Autres actifs courants	32
Note 23 - Charges constatées d'avance	32
Note 24 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs	33
Note 25 - Capitaux propres	33
Note 26 - Avantages du personnel, provisions et autres passifs courants	34
Note 27 - Stock options	37
Note 28 - Endettement financier brut, disponibilités	40
Note 29 - Produits constatés d'avance	41
Note 30 - Transactions avec des parties liées	41
Note 31 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan	44
Note 32 - Litiges	45
Note 33 - Evénements postérieurs à la clôture	47
Note 34 - Périmètre de consolidation	48
Note 35 - Transition IFRS 2004	49

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE IFRS

(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)

	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2005	Exercice clos le 31 décembre 2004
Chiffre d'affaires net	7	1 060 700	967 160
Achats externes		(330 366)	(317 582)
Autres produits opérationnels	8	54 906	55 249
Autres charges opérationnelles		(24 588)	(28 353)
Frais de personnel : - Salaires et charges	9	(297 577)	(268 992)
Marge Brute Opérationnelle		463 075	407 482
- Participation des salariés	9	(32 906)	(29 926)
- Rémunération en actions	9	(20 450)	(25 274)
Dotation aux amortissements		(9 744)	(10 066)
Résultat cession d'actifs		(569)	(363)
Coût des restructurations		(372)	0
Résultat des entités mises en équivalence			774
Résultat d'exploitation		399 034	342 627
Produits financiers		16 378	20 784
Charges financières		(4 813)	(444)
Gain (perte) de change		18	(51)
Résultat financier	10	11 583	20 289
Impôt sur les sociétés	11	(148 873)	(149 314)
Résultat net		261 744	213 602
Attribuable aux :			
- Actionnaires de l'entité PagesJaunes Groupe		261 744	213 602
- Intérêts minoritaires			0
Résultat par action (en euros)	12		
Résultat net			
- de base		0.94	0.77
- dilué		0.93	0.76

BILAN CONSOLIDE IFRS*(Montants en milliers d'euros)*

	Notes	Au 31 décembre 2005	Au 31 décembre 2004
ACTIF			
Ecarts d'acquisition nets	13	107 394	77 475
Autres immobilisations incorporelles nettes	14	11 511	8 419
Immobilisations corporelles nettes	15	17 995	16 816
Titres mis en équivalence	16		15 493
Actifs disponibles à la vente	17	438	
Autres actifs financiers non courants	18	44 081	3 784
Impôts différés actifs	11	28 527	26 144
Total des actifs non courants		209 946	148 131
Stocks nets	20	5 281	12 373
Créances clients nettes	21	472 756	430 793
Autres actifs courants	22	39 764	44 350
Impôt courant		5 106	133
Charges constatées d'avance	23	55 639	39 844
Autres actifs financiers courants	19	39 356	861
Disponibilités	28	549 827	644 077
Total des actifs courants		1 167 729	1 172 431
TOTAL ACTIF		1 377 675	1 320 562
PASSIF			
Capital social		55 758	55 758
Prime d'émission		68 335	68 335
Réserves		23 422	49 848
Résultat net		261 744	213 602
Ecarts de conversion		8	0
Actions propres		(2 169)	
Capitaux propres	25	407 098	387 543
Dettes financières et dérivés long terme	28	17	32
Avantages au personnel - non courants	26	25 450	22 062
Provisions - non courantes	26	7 876	8 329
Autres dettes non courantes		2 492	
Total des passifs non courants		35 835	30 423
Part à moins d'un an des dettes financières à long et moyen terme			3 822
Découverts bancaires et autres emprunts à court terme	28	13 288	10 730
Intérêts courus non échus	28	8	18
Provisions - courantes	26	509	236
Dettes fournisseurs		124 167	107 026
Avantages au personnel - courants	26	87 890	82 021
Autres passifs courants	26	101 155	91 261
Dettes d'impôt sur les sociétés	11	16 069	72 112
Produits constatés d'avance	29	591 656	535 370
Total des passifs courants		934 742	902 596
TOTAL PASSIF		1 377 675	1 320 562

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS IFRS

(Montants en milliers d'euros)

	Capital social	Prime d'émission	Résultat & Réserves	Réserve de Conversion	Actions propres	Total Capitaux propres
Solde au 1er janvier 2004	54 810	42 249	235 159			332 218
Augmentation de capital	948	68 335				69 283
Résultat de l'exercice 2004			213 602			213 602
Rémunération en actions			8 399			8 399
Distribution de dividendes		(42 249)	(193 710)			(235 959)
Solde au 31 décembre 2004	55 758	68 335	263 450			387 543
Résultat de l'exercice 2005			261 744			261 744
Rémunération en actions			19 246			19 246
Distribution de dividendes			(259 274)			(259 274)
Ecart conversion Edicom				8		8
Actions d'autocontrôle					(2 169)	(2 169)
Solde au 31 décembre 2005	55 758	68 335	285 166	8	(2 169)	407 098

Tableau des flux de trésorerie

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	31	31
		décembre 2005	décembre 2004
Résultat net consolidé part du Groupe		261 744	213 602
Amortissements des immobilisations	14 & 15	9 744	10 065
+ ou - values sur cessions d'actifs		569	411
Variation des provisions	24 & 26	(3 633)	(4 081)
Résultats non distribués des sociétés mises en équivalence		-	512
Charge d'impôts de l'exercice	11	148 873	149 314
Produits et charges d'intérêts	10	(11 565)	(20 391)
Intérêts minoritaires		-	-
Ecart de change non réalisé		(25)	51
Autres éléments non monétaires		-	-
Rémunération en actions		19 238	24 124
Diminution (augmentation) des stocks		7 148	(5 086)
Diminution (augmentation) des créances clients		(25 743)	(36 325)
Diminution (augmentation) des autres créances		(16 891)	18 138
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		14 679	(10 810)
Augmentation (diminution) des autres dettes		56 045	70 229
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		18 737	20 784
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(3 288)	(444)
Impôts versés	11	(212 181)	(67 859)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		263 451	362 234
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations	14 & 15	(11 823)	(8 376)
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels		125	215
Acquisitions de titres de participation et de filiales, nettes de la trésorerie acquise	6	(12 498)	(21 981)
Investissements dans les sociétés MEE	6	-	(13 500)
Diminutions (augmentations) des valeurs mobilières et autres actifs LT	28	(80 794)	11 509
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement		(104 990)	(32 133)
Augmentation (diminution) des emprunts à long terme	28	(18)	(89 326)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts CT	28	(1 328)	(1 167)
Diminution (augmentation) des dépôts et autres actifs financiers liés à la dette		(26)	-
Rachat d'actions	12	(2 169)	-
Augmentation de capital	25	10 081	58 492
Dividendes versés	25	(259 274)	(235 958)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(252 734)	(267 959)
Variation nette des disponibilités et quasi disponibilités		(94 273)	62 142
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités		22	-
Variation nette de trésorerie		(94 251)	62 142
Disponibilités et quasi disponibilités à l'ouverture		644 077	581 935
Disponibilités et quasi disponibilités à la clôture	28	549 827	644 077

Note 1 - Description de l'activité

Le Groupe PagesJaunes offre depuis plus de cinquante ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels avec comme cœur de métier les annuaires en France et à l'international sur les supports imprimés et en ligne.

L'exercice comptable des sociétés du groupe PagesJaunes s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre.

La devise de présentation des comptes consolidés et de leurs annexes est l'euro.

Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2005

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés au titre de l'exercice 2005 sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS et présentés avec en comparatif l'exercice 2004 établi selon le même référentiel.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières 2005 sont décrits en note 3. Ils résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2005 ;
- des normes et interprétations IFRS d'application obligatoire postérieurement à 2005 pour lesquelles le Groupe a décidé d'une application anticipée ;
- de positions comptables retenues par le groupe, sur lesquelles des travaux sont en cours à l'IASB (IFRIC) ou au CNC, telles que rappelées en note 3 ;
- des options retenues et des exemptions utilisées.

Pour préparer les états financiers, la direction de Pages Jaunes doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe du 7 février 2006.

Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation

3.1 Principes comptables

Cette note décrit les principes comptables appliqués pour l'arrêté du 31 décembre 2005 conformément aux dispositions des normes comptables internationales telles qu'adoptées par la Commission Européenne au 31 décembre 2005.

3.1.1 Application de normes, d'amendements de normes et d'interprétations par anticipation de la date d'application obligatoire

Le Groupe a décidé d'appliquer par anticipation dès le 1^{er} janvier 2004, afin d'assurer une meilleure comparabilité des exercices 2004 et 2005 les textes suivants :

- IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IAS 32 « Instruments financiers : informations à fournir et présentation », d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2005 ;
- IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ». Ce texte est d'application obligatoire depuis le premier janvier 2005 ;
- IFRIC 1 « Variation des passifs existants relatifs au démantèlement, à la remise en état et similaires » Ce texte est d'application obligatoire pour les exercices commençant après le 1-er septembre 2004.
- IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location ». Cette interprétation, relative à l'identification des contrats de location simple, d'application obligatoire à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2006, peut, sur option, être appliquée de façon anticipée.
- IAS 39 « L'option Juste Valeur », d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2006. Cet amendement permet la suppression de l'une des deux exclusions décidées par la Commission Européenne lors de l'adoption d'IAS 39. Les dispositions de ce texte relatif au choix de la comptabilisation à l'origine d'un actif et d'un passif financier à la juste valeur par compte de résultat.

En revanche, PagesJaunes Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes, amendements de norme et interprétations suivants :

- IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir », ce texte a pour date de première application le premier janvier 2007. Ce texte n'a pas reçu l'agrément de la Commission Européenne, mais a fait l'objet d'un avis favorable de l'EFRAG ;
- IAS 19 « Employee Benefits: Actuarial Gains and Losses, Group Plans and Disclosures », d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2006 ;
- IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation - Couverture de flux de trésorerie au titre de transactions intragroupes futures », d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2006 ;

Le Groupe PagesJaunes est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans les comptes.

Le Groupe n'est pas concerné par les interprétations IFRIC 2 « Parts sociales des entités coopératives et instruments similaires », IFRIC 5 « Droits aux intérêts émanant de fonds de gestion dédiés au démantèlement, à la remise en état et à la réhabilitation de l'environnement » et IFRIC 6 « Passifs résultant de la participation à un marché spécifique - Déchets d'équipements électriques et électroniques ».

3.1.2 Positions comptables retenues par le groupe PagesJaunes, en vertu des paragraphes 10 à 12 de l'IAS 8

Les positions comptables présentées ci-dessous ne font pas l'objet de dispositions particulières dans les normes comptables internationales telles qu'adoptées par la Commission Européenne ou leur interprétation.

Offre réservée aux salariés :

Le Groupe a retenu comme date d'octroi pour les offres réservée aux salariés la date d'annonce à ces derniers des principales conditions de l'offre, se conformant ainsi au communiqué du Conseil National de la Comptabilité du 21 décembre 2004 relative aux Plans d'épargne entreprises (PEE), communiqué qui interprète la date d'annonce comme la date d'octroi définie dans IFRS 2 « Paiement en actions et assimilés ». La charge comptabilisée à ce titre dans les comptes 2004 s'élève à 25,3 millions d'euros (dont 1,2 million d'euros au titre de l'abondement) et à 20,5 millions d'euros (dont 1,2 million d'euros au titre de l'abondement) pour l'exercice 2005. Si la date d'octroi avait été la date de clôture de l'offre, une charge complémentaire de

12,2 millions d'euros aurait été comptabilisée en 2004 et de 0,3 million d'euros en 2005, principalement en raison de l'évolution du cours de l'action entre la date d'annonce et la date de clôture de l'offre.

Droit Individuel à la Formation (DIF)

Conformément à l'Avis n° 2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC relatif à la « comptabilisation du droit individuel à la formation – DIF », les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement mais mention est faite dans l'annexe du volume d'heures à la clôture de l'exercice de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes des salariés.

Dans quelques cas limités (demande de Congés Individuels de Formation (« CIF ») ou en cas de licenciement ou démission) où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme en résultant est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié devient probable ou certaine.

3.1.3 Options ouvertes par le référentiel comptable et retenues par le Groupe PagesJaunes

Certaines normes du référentiel comptable de l'IASB prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et passifs. Le Groupe a ainsi choisi :

- de conserver la méthode de comptabilisation des stocks à leur coût initial déterminé selon le coût unitaire moyen pondéré, (norme IAS 2 « Stocks ») ;
- la méthode d'évaluation au coût historique amorti des immobilisations corporelles et incorporelles et de ne pas réévaluer ses immobilisations corporelles et incorporelles à chaque date de clôture (norme IAS 16 « Immobilisations Corporelles » et norme IAS 38 « Immobilisations Incorporelles ») de ne pas capitaliser les intérêts financiers encourus pendant la période de construction et d'acquisition des actifs corporels et incorporels, comme prévu par la norme IAS 23 « Coûts d'emprunts » ;
- d'enregistrer les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi constatés selon la méthode du corridor, qui prévoit l'étalement des écarts excédant 10% du plus haut entre la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime sur la durée d'activité résiduelle des personnels composant l'engagement (norme IAS 19 « Avantages au Personnel ») ;
- de conserver la méthode de consolidation des entreprises contrôlées conjointement selon la méthode de l'intégration proportionnelle (norme IAS 31 « Participations dans des co-entreprises »).

Par ailleurs, la norme IFRS 1 relative à la première application du référentiel comptable international prévoit un certain nombre d'exemptions possibles au principe d'application rétrospective des IFRS à la date de transition (1^{er} janvier 2004 pour le Groupe PagesJaunes). Parmi ces exemptions pour la construction du bilan d'ouverture, le Groupe a choisi :

- de ne pas appliquer la norme IFRS 3 relative aux regroupements d'entreprises antérieurement à la date de transition. S'agissant des acquisitions d'intérêts minoritaires qui ne figurent pas explicitement dans les exemptions autorisées par IFRS 1 et en l'absence de disposition normative particulière, le groupe a maintenu le traitement comptable retenu selon les normes françaises ;
- d'utiliser le coût historique des immobilisations corporelles et incorporelles conformément à IAS 16 et 38 ;
- d'appliquer de manière rétrospective les dispositions de la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » pour les plans dénoués en actions et en trésorerie. De ce fait tous les plans, mêmes ceux émis avant le 7 novembre 2002, sont comptabilisés selon les principes comptables définis par IFRS 2. Les plans émis antérieurement au 31 décembre 2003 ont été valorisés conformément aux évaluations réalisées selon les dispositions de la norme américaine FAS 123 en utilisant le modèle Black-Scholes. A partir du 1^{er} janvier 2004, tous les nouveaux plans émis sont valorisés conformément à la norme IFRS 2 en utilisant un modèle de loi binomiale.

Les autres options prévues par la norme IFRS 1 n'ont pas été retenues par le Groupe.

3.2 Consolidation

Les filiales sur lesquelles PagesJaunes Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les participations dans lesquelles PagesJaunes Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les participations non contrôlées par PagesJaunes Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (pourcentage de contrôle généralement compris entre 20 % et 50 %) sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'existence et l'effet des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles à la date de clôture sont pris en considération lors de la détermination du contrôle ou de l'influence notable exercé sur l'entité.

Conformément à IFRS 5, les actifs et les passifs des entités contrôlées considérées détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes distinctes du bilan. Par ailleurs, le résultat des activités non poursuivies doit être présenté sur une ligne séparée du compte de résultat. IFRS 5 définit une activité non poursuivie comme une composante d'une entité dont les flux de trésorerie sont indépendants du reste de l'entité, qui a été cédée ou est détenue en vue de sa vente qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte.

Les opérations et les soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

3.3 Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ». En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :

- en résultat d'exploitation pour les transactions commerciales ;
- en produits financiers ou en charges financières pour les transactions financières.

3.4 Présentation des états financiers

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature. Les normes internationales modifient de manière significative la présentation du compte de résultat, notamment en supprimant la notion de produits et charges non opérationnels et en réintégrant les charges liées aux écarts d'acquisition dans le résultat d'exploitation.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat des activités faisant l'objet d'un abandon ou détenues en vue de la vente.

La marge brute opérationnelle correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte :

- de la participation des salariés ;
- des charges de rémunérations en actions ;
- des dotations aux amortissements ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations ;
- des résultats de cession d'actifs ;
- des coûts de restructuration ;
- du résultat des entités mises en équivalence ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition sur les entités mises en équivalence.

3.5 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires issu des activités de PagesJaunes Groupe est reconnu et présenté de la manière suivante en application des principes établis par IAS 18 « Produits des activités ordinaires » :

- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires imprimés sont pris en compte dans le résultat lors de la parution. En conséquence, les ventes d'insertions facturées au titre des annuaires à paraître sont présentées au bilan sous la rubrique « Produits constatés d'avance ».
- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires en ligne sont étalés sur la durée d'affichage qui est généralement de 12 mois.
- Les produits issus du trafic relatif aux services de renseignements téléphoniques (118 008 en France et 118 75 en Espagne) sont comptabilisés lorsque la prestation est rendue.
- Les charges directement affectables aux campagnes de parution d'annuaires d'un exercice sont rapportées au chiffre d'affaires correspondant comptabilisé sur cet exercice ; sont concernées les commissions vendeurs et télévendeurs ainsi que la redevance éditoriale.

3.6 Frais de publicité et assimilés

Les frais de publicité, promotion, parrainage, communication et de développement des marques sont intégralement comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.7 Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période. Le résultat dilué est calculé à partir du résultat net part du groupe, corrigé du coût financier des instruments dilutifs de dette et de leur incidence sur la participation des salariés, nets de l'effet d'impôt correspondant. Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Le cas échéant, les actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

3.8 Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. IAS 36, « Dépréciation d'actifs », prescrit que ces tests sont réalisés au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté et que dans certains cas, pour tester les écarts acquisition, ces Unités Génératrices de Trésorerie peuvent être regroupées au niveau auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (une Unité génératrice de Trésorerie est le plus petit ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs). Le niveau d'analyse auquel PagesJaunes Groupe apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition correspond en général au niveau de chacune de ses sociétés consolidées.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable consolidée des actifs et passifs et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par PagesJaunes Groupe correspond aux flux de trésorerie actualisés des UGT incluant les écarts d'acquisition. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction de PagesJaunes de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans établis sur 5 ans,
- au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance décroissant ou stable pendant une période de trois ans puis d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance long terme du marché,
- l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.

La dépréciation des écarts d'acquisition est inscrite en résultat d'exploitation.

Dans le cas où une cession a été décidée, la valeur recouvrable est déterminée par référence à la juste valeur nette des coûts de sortie.

3.9 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les marques, les licences et brevets, les frais de recherche et développement ainsi que les logiciels. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Lorsque ces actifs sont acquis au travers d'un regroupement d'entreprises, leur coût est le plus souvent déterminé lors de l'affectation du coût d'acquisition de l'entreprise acquise par référence à leur valeur de marché ou à défaut en utilisant les méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts.

Les marques développées en interne ne sont pas comptabilisées au bilan.

Marques

Les marques ayant une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties ; elles font l'objet de tests de dépréciation (voir note 3.11).

Licences et brevets

Les licences et brevets sont amortis sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder vingt ans.

Frais de recherche et développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés :

- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement significatifs capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 3 ans.

Logiciels

Les logiciels sont amortis sur le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède pas cinq ans.

3.10 Immobilisations corporelles

Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend l'estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située, obligation que le Groupe encourt soit du fait de l'acquisition de l'immobilisation corporelle, soit fait de son utilisation pendant une durée spécifique à des fins autres que la production de stocks au cours de la période.

Contrats de location financement

Les contrats de location transférant à PagesJaunes Groupe les risques et avantages liés à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Les situations suivantes constituent des indications de conditions transférant à PagesJaunes Groupe les risques et avantages liés à la propriété :

- le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,
- le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,
- la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué,
- la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

Parallèlement, les biens dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par PagesJaunes Groupe à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes : 25 à 30 ans pour les constructions, 5 à 10 ans pour les agencements, entre 1 et 5 ans pour les autres immobilisations.

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

3.11 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture.

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

Les tests de dépréciation sont réalisés par actif ou par groupe d'actifs en comparant leur valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité, celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction de PagesJaunes Groupe.

3.12 Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et les créances et les disponibilités et quasi-disponibilités.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définis par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

Évaluation et comptabilisation des actifs financiers

Actifs détenus jusqu'à leur échéance

Ces titres sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixées, autres que les prêts et créances qui sont acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance et que le Groupe a la capacité de conserver jusqu'à cette date. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent principalement les titres de participation non consolidés et des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée qui a été comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du TIE. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif. Pour les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie, afin de traduire l'évolution des taux d'intérêt du marché, modifie le taux d'intérêt effectif et par conséquent la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs de transaction

Les actifs considérés comme détenus à des fins de transaction comprennent les actifs que la société a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les actifs de transaction peuvent aussi comprendre des actifs volontairement classés dans cette catégorie, indépendamment des critères énumérés ci-dessus (option « Fair Value »).

Ces actifs sont classés au bilan en actifs financiers à court terme et comprennent essentiellement SICAV et Fonds Commun de Placement.

Disponibilités (et quasi-disponibilités)

Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités. Ils sont facilement convertibles, en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les disponibilités et quasi disponibilités sont constituées par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme dont l'échéance est généralement inférieure ou égale à trois mois à la date d'acquisition. Elles sont évaluées au coût historique qui est proche de leur valeur de réalisation.

Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

A l'exception des passifs de transaction qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. En effet, les passifs sont initialement évalués au coût, qui est la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue pour ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions et des points payés ou reçus entre les parties au contrat.

Passifs de transaction

Les passifs de transaction sont évalués à leur juste valeur.

3.13 Stocks

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur nette probable de réalisation. Le coût d'entrée correspond au coût d'acquisition ou au coût de production qui est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

3.14 Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable.

La norme IAS 12 requiert notamment de comptabiliser des impôts différés passifs relatifs à l'ensemble des immobilisations incorporelles reconnues lors de regroupement d'entreprises (marques, bases d'annonceurs, ...).

S'agissant des participations dans les filiales, coentreprises et sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire imposable entre la valeur comptable des titres et leur base fiscale sauf si :

- le groupe contrôle la date à laquelle cette différence temporaire (par exemple : distribution de dividendes) se renversera et
- il est probable que cette différence ne se renversera pas dans un avenir prévisible.

En pratique, cela signifie que pour les sociétés intégrées globalement et proportionnellement un passif d'impôt différé est reconnu à due concurrence des impôts de distribution sur les dividendes dont le versement est planifié par le Groupe.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

3.15 Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels, correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations probables pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

Droit Individuel à la Formation (DIF)

Les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement mais mention est faite dans l'annexe du volume d'heures à la clôture de l'exercice de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes des salariés.

Dans quelques cas limités (demande de congés individuel de Formation (« CIF ») ou en cas de licenciement ou démission) où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme en résultant est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié devient probable ou certaine.

3.16 Engagements de retraites et avantages similaires

Avantages postérieurs à l'emploi

Indemnités de départ à la retraite et engagements similaires

En France, la législation prévoit que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi seront traités selon la méthode du corridor, qui prévoit l'étalement des écarts excédant 10% du plus haut entre la valeur de l'engagement et la valeur des actifs de couverture sur la durée d'activité résiduelle des personnels composant l'engagement.

L'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés (cf. note 26).

Autres régimes de retraite

Ces avantages sont offerts à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19, les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme pouvant être accordés par PagesJaunes Groupe consistent principalement en médailles du travail et absences rémunérées de longue durée évaluées également sur la base d'hypothèses actuarielles.

Indemnités de rupture de contrat de travail

Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail font l'objet d'une évaluation actuarielle et sont provisionnées à hauteur de l'engagement en résultant.

Pour tous ces engagements induisant le versement d'indemnités de rupture de contrat de travail, l'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

3.17 Rémunérations en actions

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options d'achat et de souscription d'actions, les offres réservées aux salariés et les attributions d'actions gratuites accordées aux salariés du groupe sont évaluées à la date d'octroi.

Concernant ces offres, le groupe a retenu comme date d'octroi la date d'annonce aux salariés des principales conditions du plan, conformément au communiqué du CNC du 21 décembre 2004 relative aux Plans Epargne Entreprises.

L'avantage accordé étant immédiatement acquis (la période d'acquisition des droits est très courte ou nulle), la charge est reconnue en totalité sur l'exercice. Le Groupe a valorisé l'avantage accordé aux salariés à la juste valeur à la date d'attribution des droits en prenant en considération la période d'incessibilité.

La valeur des options d'achat et de souscription d'actions est notamment fonction du prix d'exercice et de la durée de vie de l'option, du prix actuel des actions sous-jacentes, de la volatilité attendue du prix de l'action, des dividendes attendus sur les actions et du taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date d'exercice – période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres pour les plans dénoués en actions et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans dénoués en trésorerie.

Le Groupe a opté pour l'application rétrospective des dispositions de la norme IFRS 2 pour les plans dénoués en actions et en trésorerie. Les plans émis antérieurement au 31 décembre 2003 ont été valorisés conformément aux évaluations réalisées selon les dispositions de la norme américaine FAS 123 en utilisant le modèle Black-Scholes. A partir du 1^{er} janvier 2004, tous les nouveaux plans émis sont valorisés conformément à la norme IFRS 2 en utilisant un modèle de loi binomiale.

Note 4 - Information sectorielle

Le Groupe a comme cœur de métier l'édition d'annuaires en France et à l'international, offrant une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels.

Les activités du Groupe s'organisent en deux principaux segments :

- PagesJaunes en France. Il s'agit des activités en France relatives à l'édition des annuaires, leur distribution, la vente d'espaces publicitaires sur les annuaires imprimés et en ligne, les activités de création et d'hébergement de sites Internet ainsi que l'édition des annuaires PagesPro, la vente d'accès à la requête, l'annuaire inversé QuiDonc, et la régie d'Europages.
- International & Filiales. Il s'agit des activités des différentes filiales de la Société, qui consistent principalement en l'édition d'annuaires grand public hors de France, le développement des annuaires Kompass en Europe et le développement d'activités complémentaires de l'édition d'annuaires (tels que les services géographiques de Mappy et le marketing direct de Wanadoo Data et d'e-sama).

4.1 - Par secteur d'activité

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité pour les périodes closes au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005 :

<i>Analyse par secteur d'activité - Historique</i>		2005				2004			
<i>Montants en milliers d'euros</i>		PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Total groupe PagesJaunes	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Total groupe PagesJaunes
Chiffre d'affaires net		956 144	108 874	-4 318	1 060 700	903 937	65 064	-1 841	967 160
	- Externe	954 914	105 786		1 060 700	903 900	63 260		967 160
	- Inter secteurs	1 230	3 088	-4 318	0	37	1 804	-1 841	0
Marge Brute Opérationnelle		457 538	5 537	0	463 075	413 940	-6 458	0	407 482
	Participation des salariés	-32 340	-566		-32 906	-29 408	-518		-29 926
	Rémunération en actions	-19 125	-1 325		-20 450	-23 522	-1 752		-25 274
	Dotation aux amortissements	-5 872	-3 872		-9 744	-6 670	-3 396		-10 066
	Résultat cession d'actifs	-538	-31		-569	-360	-3		-363
	Coût des restructurations		-372		-372				0
	Résultat des entités mises en équivalence						774		774
Résultat d'exploitation		399 663	-629	0	399 034	353 980	-11 353	0	342 627
	Produits financiers				16 378				20 784
	Charges financières				-4 813				-444
	Gain (perte) de change				18				-51
	Impôt sur les sociétés				-148 873				-149 314
Résultat net					261 744				213 602
Capex		9 824	2 019		11 843	6 211	1 466		7 677

Montants en milliers d'euros	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Total groupe PagesJaunes	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Total groupe PagesJaunes
Ecarts d'acquisition nets		107 394		107 394		77 475		77 475
Immobilisations incorporelles nettes	6 031	5 480		11 511	1 578	6 841		8 419
Immobilisations corporelles nettes	12 985	5 010		17 995	13 808	3 008		16 816
Titres mis en équivalence						15 493		15 493
Actif non sectoriel non courant				73 047				29 928
non courant				209 947				148 131
Stocks nets	4 653	628		5 281	11 842	531		12 373
Créances clients nettes	422 221	52 884	-2 349	472 756	396 542	35 494	-1 243	430 793
Autres actifs courants	28 119	11 645		39 764	25 021	19 329		44 350
Charges constatées d'avance	39 934	15 709	-4	55 639	27 148	12 696		39 844
Actif non sectoriel courant				594 289				645 071
courant				1 167 729				1 172 431
Actif				1 377 676				1 320 562
dont actif sectoriel	513 943	198 750	-2 353	710 340	475 939	170 867	-1 243	645 563
dont actif non sectoriel				667 336				674 999
aux propres				407 098				387 543
Avantages du personnel	24 497	949		25 446	20 959	1 103		22 062
Provisions	7 876	4		7 880	8 217	112		8 329
Autres passifs non courants	2 400	92		2 492				
Passif non sectoriel non courant				18				32
if non courant				35 836				30 423
Provisions		509		509		236		236
Avantages du personnel courant	78 158	9 732		87 890	74 077	7 944		82 021
Dettes fournisseurs	107 713	18 803	-2 349	124 167	93 272	14 997	-1 243	107 026
Autres passifs courants	89 736	11 419		101 155	86 506	4 755		91 261
Produits constatés d'avance	553 167	38 493	-4	591 656	506 707	28 663		535 370
Passif non sectoriel courant				29 365				86 682
if courant				934 742				902 596
Passif				1 377 676				1 320 562
dont passif sectoriel	863 547	80 001	-2 353	941 195	789 738	57 810	-1 243	846 305
dont passif non sectoriel				436 481				474 257

4.2 - Par zone géographique

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Chiffre d'affaires contributif	1 060 700	967160
- France	1 004 239	940774
- Autres	56 461	26386
Actifs	1 377 676	1 320 562
- France	570 251	469 804
- Autres	140 089	91 565
- Non affecté	667 336	759 193
Investissements corporels & incorporels	11 843	7 677
- France	11 119	6888
- Autres	724	789

Note 5 - Information complémentaire à périmètre constant

Afin de rendre les données de l'année 2004 comparables à celles du périmètre de l'année 2005, les données 2004 ont été restituées au périmètre 2005.

Le tableau ci-dessous présente le passage entre les comptes consolidés au 31 décembre 2004 et les informations consolidées à périmètre constant 31 décembre 2004 en prenant en compte :

- les entrées de périmètre de QDQ Media et de Mappy au 1^{er} janvier 2004 au lieu du 1^{er} avril 2004 et du 1^{er} mai 2004, respectivement,
- l'entrée de périmètre de Kompass Belgium au 1^{er} janvier 2004 au lieu du 1^{er} janvier 2005,
- l'acquisition de la société Edicom au 1^{er} juillet 2004 au lieu du 1^{er} juillet 2005. Le retraitement au 1^{er} janvier n'est pas significatif.
- la consolidation de la société Editus par intégration proportionnelle au 1^{er} janvier 2004, société consolidée par mise en équivalence auparavant,
- l'acquisition de la société e-sama au 1^{er} février 2004 au lieu du 1^{er} février 2005. Le retraitement au 1^{er} janvier n'est pas significatif.

COMPTE DE RESULTAT HISTORIQUE / DONNEES A PERIMETRE CONSTANT (Montants en milliers d'euros)

	2004 Historique	Retraitements	2004 à périmètre constant
Chiffre d'affaires net	967 160	33 873	1 001 033
Achats externes	(317 582)	(14 284)	(331 866)
Autres produits et charges opérationnels	26 896	(603)	26 293
Frais de personnel : - Salaires et charges	(268 992)	(14 718)	(283 710)
Marge Brute Opérationnelle	407 482	4 268	411 750
- Participation des salariés	(29 926)	(224)	(30 150)
- Rémunération en actions	(25 274)	0	(25 274)
Dotations aux amortissements	(10 066)	(788)	(10 854)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	0	0	
Perte de valeur des immobilisations	0	(11)	(11)
Résultat cession d'actifs	(363)	(9)	(372)
Coût des restructurations	0	0	0
Résultat des entités mises en équivalence	774	(774)	0
Résultat d'exploitation	342 627	2 462	345 089
Produits financiers	20 784	(1 714)	19 070
Charges financières	(444)	(22)	(466)
Gain (perte) de change	(51)	0	(51)
Résultat financier	20 289	(1 736)	18 553
Impôt sur les sociétés	(149 314)	(1 457)	(150 771)
Résultat net	213 602	(731)	212 871

Cf. note 6 pour plus de détails.

Note 6 - Variation du périmètre de consolidation

- **2004**

L'entrée dans le périmètre de QDQ Media au 1^{er} avril 2004 pour 17 millions d'euros et la prise en charge d'un prêt participatif de 89 millions d'euros, a généré un écart d'acquisition de 69 millions d'euros (société acquise à 100% des actions et droits de vote). La trésorerie acquise s'élève à 7 millions d'euros. A titre indicatif le chiffre d'affaires pour l'année 2004 de QDQ Media était de 37 millions d'euros pour une Marge Brute Opérationnelle (MBO) négative de 13 millions d'euros. Le prix d'acquisition de cette entité s'explique notamment par le fait que QDQ Media occupe la 2^{ème} place sur le marché espagnol et que l'objectif d'équilibre de la MBO est prévu dès la fin 2006.

L'entrée dans le périmètre de Mappy (ex Wanadoo Maps) au 1^{er} mai 2004, à un prix d'acquisition de 10 millions d'euros pour 100% des actions et droits de vote, dégage un écart d'acquisition de 7 millions d'euros. A titre indicatif le chiffre d'affaires pour l'année 2004 de Mappy (avant éliminations des prestations intra groupe) s'élève à 5,5 millions d'euros pour une MBO de 1,3 million d'euros.

L'acquisition de 50% des titres Eurodirectory, pour un prix de 13,5 millions d'euros, porte la participation de PagesJaunes Groupe dans cette société à 100% et génère un écart d'acquisition de 12,1 millions d'euros. PagesJaunes Groupe se retrouve ainsi actionnaire indirect à hauteur de 49% dans la société Editus, société d'annuaire luxembourgeoise. La société Eurodirectory, dont le solde a été acquis en fin d'année 2004, reste consolidée par mise en équivalence en 2004. L'effet de cette option n'a pas d'incidence significative sur les comptes.

Toutes ces sociétés ont été acquises en numéraire.

Afin d'isoler l'activité d'annuaire des activités de holding, le Groupe a acheté en novembre 2004 une société dénommée Nedif (renommée PagesJaunes SA) et lui a apporté l'activité opérationnelle de PagesJaunes. La société PagesJaunes a parallèlement changé de nom pour devenir PagesJaunes Groupe. La nouvelle société PagesJaunes est consolidée par intégration globale rétroactivement au 1^{er} janvier 2004.

Il convient de noter que l'adoption des normes IFRS n'a pas d'impact sur le périmètre et sur les méthodes de consolidation appliqués en normes françaises.

- **2005**

L'entrée de périmètre de Kompass Belgium au 1^{er} janvier 2005, société acquise le 14 avril 2004, à un prix de 1,8 million d'euros, a généré un écart d'acquisition de 1,3 million d'euros (pour 100% des actions et droits de vote).

PagesJaunes Groupe a acquis en février 2005 en numéraire, via sa filiale Wanadoo Data, 100% de la société e-sama, spécialisée dans l'hébergement de bases de données et les prestations de Customer Relationship Management (CRM). Cette société est consolidée par intégration globale depuis le 1^{er} février 2005 et son acquisition a généré un écart d'acquisition de 11,7 millions d'euros pour 100% des parts compte tenu d'un prix d'acquisition des titres de 13 millions d'euros (dont 2 millions d'euros de complément de prix).

PagesJaunes Groupe a également acquis en juillet 2005 la société Edicom, premier éditeur d'annuaires au Maroc. Cette société est consolidée par intégration globale depuis le 1^{er} juillet 2005. L'achat en numéraire à Atlas Services Belgium de 100% des parts d'Edicom pour un prix de 5,5 millions d'euros a généré un écart d'acquisition de 4,8 millions d'euros.

Compte tenu de l'acquisition des 50% restant du sous-Groupe Eurodirectory fin 2004, la société Eurodirectory est consolidée depuis le 1^{er} janvier 2005 par intégration globale et sa filiale Editus en intégration proportionnelle.

Note 7 - Chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
PagesJaunes en France		
Annuaire imprimés	638 194	618 928
PagesJaunes	524 275	505 167
l'Annuaire	113 919	113 761
Services en ligne	284 959	254 518
Internet	227 717	169 558
Minitel	57 242	84 960
Autres activités	32 991	30 491
Total segment PagesJaunes en France	956 144	903 937
International & Filiales		
Activités Annuaire B to C	52 409	26 386
Activités Kompass	29 338	23 356
Activités Marketing Direct et Services Géographiques	27 127	15 322
Total segment International & Filiales	108 874	65 064
Inter-segments	(4 318)	(1 841)
TOTAL	1 060 700	967 160

Conformément à SIC 31, les produits des activités ordinaires n'incluent pas de prestations provenant de l'échange de biens ou de services pour des prestations semblables.

Note 8 - Autres produits opérationnels

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Refacturations des coûts éditoriaux relatifs à l' <i>Annuaire</i>	47 276	48 264
Autres produits	7 630	6 985
TOTAL	54 906	55 249

Note 9 - Charges de personnel

(en milliers d'euros, sauf les effectifs)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Effectif moyen (équivalent temps plein)	4 677	4 233
Salaires et charges	(297 577)	(268 992)
dont : - Traitements et salaires	(195 082)	(185 114)
- Charges sociales	(80 626)	(72 846)
- Production immobilisée	-	-
- Taxes sur les salaires et autres	(21 869)	(11 032)
Rémunération en actions	(20 450)	(25 274)
dont : - Offre réservée aux salariés	(14 732)	(15 299)
- Stocks options (1)	(5 718)	(9 975)
Participation	(32 906)	(29 926)
Total frais de personnel	(350 933)	(324 192)

(1) cf. note 27

Offres réservées aux salariés

- **2004**

A la suite de l'ouverture du capital de PagesJaunes Groupe en juillet 2004, la Société a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe France Télécom. A l'issue de celle-ci, 4,7 millions d'actions ont été souscrites par l'ensemble des salariés.

Par ailleurs, à la suite de la cession par l'Etat de 10,85% du capital social de France Télécom S.A. intervenue le 7 septembre 2004, l'Etat a procédé, conformément à la loi du 6 août 1986 relative aux modalités de privatisation, à une offre d'actions réservée aux salariés et anciens salariés des groupes France Télécom et PagesJaunes Groupe. La période de souscription a été ouverte du 1^{er} au 13 décembre 2004. A l'issue de celle-ci, 28,7 millions d'actions ont été souscrites par l'ensemble des salariés dont 2,3 millions d'actions par les salariés de PagesJaunes Groupe. Le règlement-livraison des titres est intervenu le 20 janvier 2005.

Le montant de la charge constatée au titre de ces opérations s'élève à 15,3 millions d'euros en 2004, dont 3,0 millions d'euros au titre de l'offre PagesJaunes.

- **2005**

A la suite de la cession par l'Etat de 152,2 millions d'actions existantes de France Télécom représentant 6,2% du capital social, intervenue le 9 juin 2005, l'Etat a procédé, conformément à la loi du 6 août 1986 relative aux modalités de privatisations, à une offre réservée aux salariés et anciens salariés des Groupes France Télécom et PagesJaunes portant sur 16,911 millions d'actions France Télécom représentant 0,68% (base non diluée) du nombre total d'actions cédées.

L'offre a fait l'objet d'un prospectus visé par l'Autorité des Marchés Financiers le 8 septembre 2005 sous le numéro 04-895. Les actions France Télécom étaient offertes au prix unitaire de 19,79 euros, correspondant à 80% du prix de cession de l'action France Télécom dans le cadre du placement privé auprès des investisseurs (soit 22,55 euros par action).

La période de souscription a été ouverte du 15 au 27 septembre 2005. A l'issue de celle-ci, 16,7 millions d'actions ont été achetées, dont 3,2 millions par les salariés du groupe PagesJaunes. Le règlement-livraison des titres est intervenu le 7 novembre 2005.

Le montant de la charge comptabilisée en 2005 au titre de cette opération s'élève à 14,7 millions d'euros.

Note 10 - Résultat financier

Le résultat financier est principalement constitué des produits générés par la trésorerie placée chez France Télécom.

En 2005, les charges financières intègrent notamment une charge financière d'un montant de 2,9 millions d'euros payée lors de la titrisation de la créance d'impôt relative au prélèvement exceptionnel de 25% sur les distributions effectuées en 2005,.

Note 11 - Impôt sur les sociétés

11.1 Preuve d'impôt Groupe :

L'impôt sur les sociétés de l'année résulte de l'application du taux effectif de fin d'exercice au résultat avant impôts au 31 décembre 2005.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Résultat avant impôt	410 617	362 916
Taux légal d'imposition	34,93%	35,43%
Impôt théorique	(143 429)	(128 581)
Résultat des sociétés mise en équivalence	0	274
Sociétés en pertes	(2 742)	(7 456)
Impôt sur la Réserve Spéciale des Plus-Values à Long Terme	-	(964)
Distribution de la Réserve Spéciale des Plus-Values à Long Terme	-	(4 610)
Rémunération en actions	(6 720)	(8 547)
Filiales étrangères	113	-
Régularisation IS sur exercices antérieurs	3 232	-
Autres produits et charges non taxables	673	570
Impôt effectif	(148 873)	(149 314)
dont impôt courant	(151 258)	(150 893)
dont impôt différé	2 385	1 579

11.2 Impôt au bilan :

La position bilantielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Indemnités de départ en retraite	7 105	6 201
Immobilisations	2 977	3 244
Provisions non déductibles	2 827	2 783
Reports déficitaires et ARD	2 466	2 829
Provision pour participation	11 361	10 320
Autres différences	1 791	767
Total impôts différés actifs	28 527	26 144

Il convient de noter qu'aucun impôt différé n'a été comptabilisé au bilan relatif aux déficits reportables des sociétés en pertes (principalement QDQ Media), dont le montant est estimé à 66,5 millions d'euros au 31 décembre 2005.

Les impôts différés actifs et passifs des sociétés ont été évalués en prenant en considération la sortie en 2004, sans indemnisation, des sociétés du périmètre d'intégration fiscale formé par Wanadoo SA.

PagesJaunes Groupe a opté, pour le régime de l'intégration fiscale prévu aux articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts. Cette option vise à constituer un groupe fiscalement intégré comprenant, outre PagesJaunes Groupe, l'ensemble de ses filiales françaises remplissant les conditions requises pour en devenir membres. Cette option a pris effet à compter du 1^{er} janvier 2005 pour une période de cinq exercices.

La dette au bilan correspond à l'impôt courant. L'impôt décaissé au cours de l'exercice est de 212,2 millions d'euros.

Note 12 - Résultat par action

Le résultat net s'élève à 261,7 millions d'euros.

Le nombre d'actions ordinaires est de 278 789 610 (cf. note 25 – Capitaux propres) au 31 décembre 2005.

Le résultat net par action s'élève donc à 0,94 euro et à 0,93 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'attribution à certains salariés de 3 796 800 options de souscription d'actions PagesJaunes en juin 2005, dont 3 757 000 sont encore en circulation au 31 décembre 2005, d'une part, et de 100 000 actions PagesJaunes Groupe auto détenues dans le cadre du contrat de liquidité mis en œuvre par PagesJaunes Groupe en novembre 2005, d'autre part.

Note 13 - Ecart d'acquisition des sociétés intégrées

Les principaux écarts d'acquisition des sociétés consolidées par intégration globale s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005			31 décembre 2004
	Solde début d'exercice	Acquisitions/ Cessions	Solde fin d'exercice	Solde fin d'exercice
QDQ Media	68 882	-	68 882	68 882
Mappy (ex-Wanadoo Maps)	7 395	5	7 400	7 395
Wanadoo Data	1 198	-	1 198	1 198
Eurodirectory	-	12 109	12 109	-
E-sama	-	11 747	11 747	-
Edicom	-	4 796	4 796	-
Kompass Belgium	-	1 262	1 262	-
Total	77 475	29 919	107 394	77 475

Les principales acquisitions en 2005 concernent :

L'entrée de périmètre de Kompass Belgium au 1^{er} janvier 2005, société acquise le 14 avril 2004, à un prix de 1,8 million d'euros, a généré un écart d'acquisition de 1,3 million d'euros (pour 100% des actions et droits de vote).

L'acquisition de la société e-sama, via la filiale Wanadoo Data, au 1^{er} février 2005, pour un prix de 12,9 millions d'euros pour 100% des parts, a généré un écart d'acquisition de 11,7 millions d'euros.

L'acquisition de la société Edicom au 1^{er} juillet 2005 à Atlas Services Belgium, pour un prix de 5,5 millions d'euros pour 100% des parts, a généré un écart d'acquisition de 4,8 millions d'euros.

L'acquisition des 50% restant du sous-Groupe Eurodirectory pour un prix de 13,5 millions d'euros fin 2004 a généré un écart d'acquisition de 12 millions d'euros. Cette société est désormais détenue à 100%. En achetant le solde de la participation dans la société Eurodirectory, PagesJaunes Groupe est devenue actionnaire à hauteur de 49% de la société Editus, société d'annuaires luxembourgeoise. La société Eurodirectory est consolidée depuis le 1^{er} janvier 2005 par intégration globale et sa filiale Editus en intégration proportionnelle.

La valeur des écarts d'acquisition a fait l'objet d'un examen dans le cadre de l'arrêté des comptes consolidés, selon la méthode décrite en note 3.8 – Principes comptables, sur la base de plans d'affaires, d'un taux de croissance perpétuelle situé entre 2% et 3% et d'un taux d'actualisation après impôt compris entre 9% et 11%.

Note 14 - Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005			31 décembre 2004		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
ERP & Applications support	37 674	(27 845)	9 829	32 865	(26 538)	6 327
Autres immobilisations incorporelles	5 534	(3 852)	1 682	4 018	(1 926)	2 092
Total	43 208	(31 697)	11 511	36 883	(28 464)	8 419

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2004 et 2005.

L'évolution de la valeur nette des autres immobilisations incorporelles, s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Solde en début d'exercice	8 419	3 607
- Acquisitions	1 640	1 558
- Immobilisations générées en interne (1)	4 908	394
- Effet des variations de périmètre (2)	293	6 796
- Cessions	(2)	(10)
- Dotation aux amortissements	(3 748)	(3 926)
Solde en fin d'exercice	11 511	8 419

(1) concerne l'ensemble des frais de développements activés.

(2) concerne principalement l'entrée en 2004 dans le périmètre de consolidation, de Mappy (ex Wanadoo Maps) et de QDQ Media.

Note 15 - Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005			31 décembre 2004		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Terrains et constructions	2 855	(929)	1 926	632	(232)	400
Informatique et terminaux	37 295	(30 325)	6 970	36 073	(28 360)	7 713
Autres	24 199	(15 100)	9 099	23 052	(14 349)	8 703
Total	64 349	(46 354)	17 995	59 757	(42 941)	16 816

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2004 et 2005.

L'évolution de la valeur nette des immobilisations corporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Solde en début d'exercice	16 816	15 321
- Acquisitions d'immobilisations corporelles	5 298	5 726
- Effet des variations de périmètre	2 248	2 537
- Cessions et mises au rebut	(371)	(616)
- Dotation aux amortissements	(5 996)	(6 152)
Solde en fin d'exercice	17 995	16 816

Note 16 - Titres mis en équivalence

Suite à la reprise de 100% des actions d'Eurodirectory intervenue fin 2004, la société Eurodirectory est désormais consolidée par intégration globale et Editus Luxembourg, sa filiale, en intégration proportionnelle.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Eurodirectory		
Solde en début d'exercice	15 493	2 504
- Quote-part de résultat		774
- Dividendes versés		(1 285)
- Quote-part acquise en 2004		1 391
- Ecart d'acquisition		12 109
- Changement de méthode de consolidation (MEE => IG/IP)	(15 493)	
Solde en fin de période	0	15 493

Note 17 - Autres actifs disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	% intérêt	31 décembre 2005			31 décembre 2004
		Juste valeur	Variation de juste valeur	Variation de périmètre et perte de valeur	Juste valeur
PagesJaunes Outremer	100%	76			
PagesJaunes Liban	100%	312			
Autres titres		50			
TOTAL		438			

Ces entités ne sont pas consolidées du fait de leur caractère non matériel.

Note 18 - Autres actifs financiers non courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Prêt à France Télécom (1)	42 805	-
Autres titres non consolidés	-	2 263
Autres actifs (2)	1 276	1 521
TOTAL	44 081	3 784

(1) Partie long terme du prêt consenti à France Télécom d'un montant total de 64,2 millions d'euros
(2) Les autres actifs comprennent essentiellement la partie long terme des dépôts & cautionnements

Note 19 - Autres actifs financiers courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Prêt à France Télécom (1)	21 403	-
Placements à CT >3mois et <1 an (2)	16 482	-
Autres actifs	1 471	861
TOTAL	39 356	861

(1) Partie court terme du prêt consenti à France Télécom d'un montant total de 64,2 millions d'euros
(2) Somme mise à disposition de l'animateur au titre du contrat de liquidité contracté en novembre 2005

Note 20 - Stocks nets

Les stocks sont principalement composés de papier pour la production des annuaires imprimés (PagesJaunes et l'Annuaire) et d'en cours de production de service relatifs à la fabrication des annonces (produits imprimés et en ligne) et des sites internet.

L'application des normes IFRS n'entraîne pas de modification de méthode de valorisation des stocks, ces derniers étant évalués à leur coût moyen pondéré en conformité avec la norme IAS 2.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés lorsque les perspectives commerciales peuvent entraîner un risque d'écoulement pour une valeur inférieure à la valeur au bilan.

Aucune mise au rebut significative n'a été comptabilisée au cours des exercices 2004 et 2005.

Note 21 - Créances clients

Les créances clients ont une échéance qui est généralement de moins d'un an. La décomposition en valeur brute et dépréciations des comptes clients est la suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
H		
HCréances clients brutes	489 027	451 259
HProvisions pour dépréciation (1)	-16 271	-20 466
H		
HCréances clients nettes	472 756	430 793

[H](#)

H(1) cf. note 24 – Variations des provisions pour dépréciation des actifs

Note 22 - Autres actifs courants

Les autres actifs courants se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
HTVA à recevoir	17 897	13 690
H Divers Etat à recevoir	217	300
H Capital souscrit non appelé (1)	7 485	17 566
H Autres actifs courants (2)	14 165	12 794
H		
HTotal	39 764	44 350

[H](#)

H(1) Le capital souscrit non appelé correspond au solde de l'augmentation de capital 2003 de QDO Media que Atlas Services Belgium (ex. Wanadoo International) s'est engagée à libérer sur appel du Conseil d'administration de la société

(2) concerne principalement les avances & acomptes aux fournisseurs pour 7,2 millions d'euros

Note 23 - Charges constatées d'avance

Les autres charges constatées d'avance se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
H		
H Charges constatées d'avance (1)	55 639	39 844
H		
HTotal	55 639	39 844

[H](#)

(1) H Les charges constatées d'avance sont principalement constituées des charges sur vente d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalées sur une durée d'affichage qui est généralement de 12 mois.

Note 24 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs

(en milliers d'euros)	Solde en début de période	Dotations/ reprises nettes	Autres mouvements (1)	Solde en fin de période
2004				
Titres de participation	1 813	-	-	1 813
Créances clients	6 568	(4 892)	18 790	20 466
Autres actifs	1 264	(634)	-	630
<hr/>				
2005				
Titres de participation	1 813	889	-	2 702
Créances clients	20 466	(5 316)	1 121	16 271
Autres actifs	630	(572)	52	110

(1) Effet variation de périmètre

Note 25 - Capitaux propres

25.1 - Capital social

Au 31 décembre 2005, le capital social de la société PagesJaunes Groupe d'un montant de 55,8 millions d'euros est divisé en 278 789 610 actions ordinaires 0,20 euro de valeur nominale unitaire. Il est entièrement libéré.

PagesJaunes Groupe est détenue à hauteur de 54,0% par France Télécom.

Evolution du nombre d'actions au cours de l'exercice

Nombre d'actions en début d'exercice de nominal 300 euros au 01/01/2004	182 700
Division de la valeur nominale par 1500	273 867 300
Augmentation de capital réservée aux salariés (1)	4 739 610
Nombre d'actions en fin d'exercice de nominal 0,20 euro au 31/12/2004	278 789 610
	-
Nombre d'actions en fin d'exercice de nominal 0,20 euro au 31/12/2005	278 789 610

(1) Augmentation de capital réservée aux salariés pour 53 millions d'euros

25.2 - Réserves

Les différents éléments constituant les réserves consolidées, qui comprennent le résultat de l'exercice, sont les suivants :

en milliers d'euros	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Réserves sociales de PagesJaunes Groupe SA	43 676	44 545
- dont réserve légale	5 576	5 481
- dont Réserve Spéciale des Plus Values à Long Terme	-	39 064
- dont autres réserves	38 100	-
Autres réserves et résultats consolidés	(20 254)	5 303
Total réserves	23 422	49 848

25.3 – Actions propres

Au 31 décembre 2005, 100 000 actions PagesJaunes sont auto détenues dans le cadre du contrat de liquidité mis en œuvre par PagesJaunes Groupe en novembre 2005.

25.4 - Dividende

Le montant des distributions 2005 s'est élevé à 259 274 milliers d'euros, soit 0,93 euro par action sur la base du nombre d'actions existantes aux 31 décembre 2005 et 2004.

Note 26 - Avantages du personnel, provisions et autres passifs courants

Ils se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Avantages postérieurs à l'emploi	20 626	18 065
Autres avantages à long terme	4 824	3 997
Avantages du personnel - non courants	25 450	22 062
Autres provisions pour risques et charges	576	112
Provisions litiges sociaux - fiscaux	7 300	8 217
Provisions – non courantes	7 876	8 329

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Personnel (1)	64 795	59 453
Organismes sociaux	23 095	22 568
Total avantages du personnel - courants	87 890	82 021
TVA à payer	88 870	80 572
Divers état à payer	7 125	6 585
Autres passifs courants	5 160	4 104
Autres passifs courants	101 155	91 261

(1) Principalement constitué de la participation des salariés et de provisions de charges de personnel

L'évolution des provisions est la suivante :

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2005	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Variations de périmètre, reclassements et autres	31 décembre 2005
Provisions pour litiges sociaux - fiscaux	8 217	-	-	(36)	(881)	7 300
Autres provisions pour risques et charges	348	497	-	(586)	826	1 085
Total des provisions	8 565	497	0	(622)	(55)	8 385
- Dont non courant	8 329	74	-	(432)	(95)	7 876
- Dont courant	236	423	-	(190)	40	509

Tableaux des engagements de retraite et autres avantages du personnel :

(en milliers d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à Long Terme	Total 31 décembre 2005	Total 31 décembre 2004
Variation de la valeur des engagements				
- Valeur totale des engagements en début de période	28 912	4 014	32 926	23 255
- Coût des services rendus	2 051	294	2 345	1 378
- Coût de l'actualisation	1 384	189	1 573	1 239
- Cotisations versées par les employés				
- Modification du régime				
- Réductions/Liquidations	-94		-94	
- (Gains) ou Pertes actuarielles	3 930	520	4 450	7 728
- Prestations payées	-1 233	-193	-1 426	-674
- Acquisitions	36		36	
- Cessions/Transferts d'activité	-18		-18	
- Variation de périmètre :				
- Autres : (écarts de conversion)				
- Valeur totale des engagements en fin de période : (A)	34 968	4 824	39 792	32 926
- Engagements de fin de période afférent à des régime intégralement ou partiellement financés	33 122		33 122	31 882
- Engagements de fin de période afférent à des régime non financés	1 846	4 824	6 670	1 044
Variation des actifs de couverture				
- Juste valeur des actifs de couverture en début de période	1 920		1 920	1 566
- Produits financiers sur les actifs de couverture	50		50	66
- Gains/Pertes sur actifs de couverture	-100		-100	
- Cotisations versées par l'Employeur	800		800	800
- Cotisations versées par les employés				
- Réductions/Liquidations				
- Prestations payées par le fonds	-1 058		-1 058	-512
- Variation de périmètre				
- Autres (écarts de conversion)				
- Juste valeur des actifs de couverture en fin de période : (B)	1 612		1 612	1 920
Couverture financière				
- Situation du régime (A) – (B)	33 356	4 824	38 180	30 982
- Gains ou (Pertes) actuariels non reconnus	-12 730		-12 730	-9 037
- Coût des services passés non reconnu				
- Ajustement lié au plafonnement de l'actif				
- Provision / (Actif) en fin de période	20 626	4 824	25 450	22 062
- Dont Provision (Actif) : Court terme	53	281	334	
- Dont Provision (Actif) : Long terme	20 573	4 543	25 116	22 062
Charge de retraite				
- Coût des services rendus	1 958	294	2 252	583
- Coût de l'actualisation	1 384	189	1 573	1 239
- Rendement attendu des actifs du régime	-50		-50	-66
- Amortissement des (Gains) ou Pertes actuariels	329	519	848	3 292
- Amortissement du coût des services passés				
- Effet de Réductions/Liquidations	-119		-119	
- Cessions/Transferts d'activité	-18		-18	
- Ajustement lié au plafonnement de l'actif				
Total Charge de retraite	3 484	1 002	4 486	5 048
Evolution de la Provision (Actif)				
- Provision / (Actif) en début de période	18 047	4 015	22 062	17 176
- Charge de retraite	3 484	1 002	4 486	5 048
- Cotisations versées par l'employeur	-800		-800	
- Prestations directement payées par l'employeur	-141	-193	-334	-162
- Variation de périmètre :				
- Autres (écarts d'acquisition)	36		36	
- Provision/(Actif) en fin de période	20 626	4 824	25 450	22 062
Hypothèses (1)				
- Taux d'actualisation (%)	4.5%	4.5%	4.5%	
- Taux d'inflation attendu sur le long terme (%)	2.0%	2.0%	2.0%	
- Taux de progression des salaires attendu sur le long terme (%)	3.5%	3.5%	3.5%	
- Taux de revalorisation des rentes attendu sur le long terme (%)				
- Taux d'évolution des frais médicaux (%)				
- Rendement attendu sur les actifs du régime (%)	4.5%			
- Evolution attendu des régimes obligatoires (%)				
- Durée résiduelle probable d'activité	20.1	20.1	20.1	
- Montant comptabilisé en charge au titre de la période	3 484	1 002	4 486	5 048

Note 27 - Stock options

27.1 – Description des plans

PagesJaunes Groupe a mis en place un plan d'options de souscription d'actions le 28 juin 2005. En outre, certains collaborateurs possèdent des options qui leur avaient été consenties lorsque PagesJaunes était une filiale du Groupe Wanadoo ou lorsque ces collaborateurs étaient salariés de Wanadoo et d'Orange S.A., filiales du Groupe France Télécom.

PagesJaunes Groupe :

Ce plan, totalisant 3 796 800 options toutes avec un prix d'exercice de 19,30 Euros, a une durée de vie de 10 ans. L'acquisition des options se fait de façon complète après 3 ans. Il n'y a pas de conditions de performance.

Orange S.A. :

Plans de stock option "France" : Ces plans (2001, 2002 et 2003), totalisant 45 983 363 options au niveau du Groupe France Télécom, ont une durée de vie de 10 ans et l'acquisition des options se fait, pour la plupart des plans, de façon complète après 3 ans. Certaines options ont aussi des périodes d'acquisition définies individuellement.

Wanadoo S.A. :

Les plans de stock options Wanadoo destinés aux salariés français (2000, 2001, 2002 et 2003), totalisant 30 630 000 options au niveau du Groupe France Télécom, ont une durée de vie de 10 ans et l'acquisition se fait de façon complète après 3 ans (ou 5 ans pour le plan 2000). De plus, pour les plans 2000 et 2001, l'exercice des options est soumis à des conditions de performance liées à la performance des actions sous-jacentes et l'atteinte de résultats opérationnels. Tous les plans sont réglables en actions (ils ont été temporairement liquidables en numéraire entre le 9 mars 2004 et le 1^{er} septembre 2004).

Quels que soient les plans (PagesJaunes Groupe, Wanadoo ou Orange), une période de 4 ans d'inaccessibilité (restriction à la vente) des actions est requise par le régime fiscal et est à appliquer aux bénéficiaires français.

27.2 – Description des modèles d'évaluation

Pages Jaunes Groupe a évalué la juste valeur des biens ou services reçus pendant la période en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués. Pages Jaunes Groupe a attribué des options sur actions en 2005. Aucun autre instrument de capitaux propres n'a été attribué en 2005.

Les justes valeurs des options du plan PagesJaunes Groupe ont été calculées avec un modèle binomial qui reflète le comportement d'exercice anticipé des attributaires par le biais d'une hypothèse de «plafond d'exercice» exprimé en multiple du prix d'exercice et qui représente la valeur de l'action pour laquelle il est attendu que toutes les options seront exercées. Le plafond utilisé pour le calcul des justes valeurs ci-dessus est de 2,0. Pour les hypothèses utilisées, se référer à la note 27.5.

La volatilité attendue a été établie sur la base de la volatilité historique de l'action PagesJaunes Groupe sur la période la plus longue disponible précédant la date de calcul, soit depuis son entrée en bourse, en juillet 2004.

Aucun instrument de capitaux propres n'a été attribué en 2004.

27.3 - Evolution des plans de stock options sur l'exercice

	Nombre d'options 2005	Prix d'exercice moyen pondéré 2005	Nombre d'options 2004	Prix d'exercice moyen pondéré 2004
Options en circulation en début de période	4 316 609	20,56 €	4 660 560	20,90 €
Plan de stock options Orange	186 900	9,15 €		
Plan de stock options Wanadoo	4 129 709	21,07 €		
Options attribuées			-	-
Plan de stock options Orange			-	-
Plan de stock options Wanadoo			-	-
Plan de stock options PagesJaunes Groupe	3 796 800	19,30 €	-	-
Options additionnelles				
Plan de stock options Orange				
Plan de stock options Wanadoo	12 484	22,62 €		
Plan de stock options PagesJaunes Groupe				
Options exercées			(309 624)	15,37 €
Plan de stock options Orange	(5 000)	10,00 €	-	-
Plan de stock options Wanadoo	(868 128)	14,93 €	(309 624)	15,37 €
Plan de stock options PagesJaunes Groupe				
Options annulées, rendues caduques			(65 907)	19,73 €
Plan de stock options Orange				
Plan de stock options Wanadoo	(110 084)	22,79 €	(65 907)	19,73 €
Plan de stock options PagesJaunes Groupe	(39 800)	19,30 €		
Migration hors Groupe PJ (*)			(250 781)	24,89 €
Plan de stock options Orange			-	-
Plan de stock options Wanadoo	(128 737)	20,42 €	(250 781)	24,89 €
Plan de stock options PagesJaunes Groupe	(9 000)	19,30 €		
Migration intérieur Groupe PJ (**)			282 361	12,76 €
Plan de stock options Orange	136 300	9,00 €	186 900	9,15 €
Plan de stock options Wanadoo			95 461	19,82 €
Plan de stock options PagesJaunes Groupe				
Options en circulation en fin de période	7 101 444	20,30 €	4 316 609	20,56 €
Plan de stock options Orange	318 200	9,07 €	186 900	9,15 €
Plan de stock options Wanadoo	3 035 244	22,71 €	4 129 709	21,07 €
Plan de stock options PagesJaunes Groupe	3 748 000	19,30 €	-	-

(*) Représente les options détenues par des bénéficiaires qui ont transféré dans une autre entreprise du Groupe France Télécom en 2005

(**) Représente les options détenues par des bénéficiaires qui ont transféré à l'intérieur du Groupe PagesJaunes en 2005 mais qui étaient dans une autre entreprise du Groupe France Télécom au moment de l'attribution de leurs options.

27.4 - Détail des options en circulation à la fin de l'exercice

	Nombre d'options non exercées à la date de clôture	Durée moyenne pondérée restant à courir jusqu'au début de la période d'exercice (mois)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables en fin de période
2004				
Plan de stock options Orange	186 900	2	9,15 €	137 500
Plan de stock options Wanadoo	4 129 709	8	21,07 €	1 188 556
Total	4 316 609	7	20,56 €	1 326 056
2005				
Plan de stock options Orange	318 200	1	9,07 €	276 080
Plan de stock options Wanadoo	3 035 244	3	22,71 €	2 289 492
Plan de stock options PagesJaunes Groupe	3 748 000	30	19,30 €	-
Total	7 101 444	17	20,30 €	2 565 572

27.5 - Juste valeur des options attribuées au cours de l'exercice

Options attribuées au cours de la période	Juste valeur moyenne pondérée
Plan de stock options PagesJaunes Groupe	1,68 €
Total	1,68 €

Principales hypothèses	Plan PJ
Modèle d'évaluation*	
Cours du sous-jacent à la date d'attribution	19,00 €
Prix d'exercice	19,30 €
Volatilité attendue	15,00%
Durée de vie de l'option (contractuelle ou attendue)	10,00
Taux de départ (annuel)	2,00%
Taux de dividendes attendu	5,00%
Taux de rendement sans risque	2,75%

* **Remarque** : Toutes les justes valeurs ci-dessus ont été calculées avec un modèle binomial qui reflète le comportement d'exercice anticipé des attributaires par le biais d'une hypothèse de « plafond d'exercice » exprimé en multiple du prix d'exercice et qui représente la valeur de l'action pour laquelle il est attendu que toutes les options seront exercées. Le plafond utilisé pour le calcul des justes valeurs ci-dessus est de 2,0.

27.6 - Impact des plans de stock options dans le compte de résultat

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Charge de l'exercice		
Plan de stock options Orange	440	65
Plan de stock options Wanadoo	4 267	9 910
Plan de stock options PagesJaunes Groupe	1 011	-
TOTAL	5 718	9 975

La charge de l'exercice 2005 correspond à des options de souscription d'actions.

Note 28 - Endettement financier brut, disponibilités

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Placements à CT >3 mois et <1 an	16 482	265
Disponibilités et quasi disponibilités (1)	549 827	644 077
Trésorerie active	566 309	644 342
Découverts bancaires	7 806	9 786
Autres dettes financières	5 507	4 816
Endettement financier brut	13 313	14 602
<i>Dont part à moins d'un an</i>	<i>13 296</i>	<i>14 570</i>
<i>Dont part à plus d'un an</i>	<i>17</i>	<i>32</i>
Trésorerie (endettement) net	552 996	629 740

(1) Essentiellement constituées des comptes-courants et placements à moins de 3 mois auprès de France Télécom.

L'évolution des dettes financières s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Solde en début d'exercice	14 602	15 386
- Variations de périmètre	368	89 705
- Augmentation (diminution) nette	(1 657)	(90 507)
Solde en fin d'exercice	13 313	14 602

Note 29 - Produits constatés d'avance

(en milliers d'euros)	31-décembre-05	31-décembre-04
Produits constatés d'avance	591 656	535 370
Total	591 656	535 370

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués des produits sur ventes d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalés sur une durée d'affichage qui est en général de 12 mois.

Note 30 - Transactions avec des parties liées

Note 30.1 - Rémunération des membres du Comité exécutif et du Conseil d'administration

En milliers d'euros	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Avantages à court terme (1)	2 851	3 226
<i>dont charges patronales</i>	778	955
Avantages postérieurs à l'emploi (2)	34	43
Autres avantages à long terme (3)	-	-
Indemnités de fin de contrat (4)	705	-
Avantages sur capitaux propres (5)	830	1 717
Total	4 420	4 986

(1) Salaires, rémunérations, intéressement et primes versés et cotisations sécurité sociale, congés payés, jetons de présence et avantages non monétaires comptabilisés

(2) Pensions, retraites, autres prestations, assurance-vie, assurance médicale, ...

(3) Congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, indemnités de longue durée, CFC, rémunérations différées, intéressement et primes (si payables 12 mois ou plus après la date de clôture)

(4) Indemnités de licenciement

(5) Stock options et autres paiements en actions

Note 30.2 - Transactions avec les parties liées

Les transactions et les soldes avec les entreprises liées, résumés ci-dessous, s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation courante :

Créances sur les entreprises liées

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Entreprise liée		
France Télécom SA	15 821	15 710
Atlas Services Belgium (ex. Wanadoo international)	7 485	17 613
Autres sociétés du Groupe France Télécom	1 591	1 875
Total	24 897	35 198

A ces créances s'ajoutent les comptes courants et placements auprès de France Télécom qui s'élèvent à 637,6 millions d'euros au 1^{er} janvier 2005 et 537,6 millions au 31 décembre 2005.

S'ajoute également, le prêt consenti à France Télécom d'un montant total de 64,2 millions d'euros relatif au placement issu des liquidités de la cession de créance liée au prélèvement exceptionnel sur la distribution 2005.

Dettes envers les entreprises liées

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Entreprise liée		
France Télécom SA	35 973	30 280
Autres sociétés du Groupe France Télécom	1 297	2 197
Total	37 270	32 477

Transactions significatives avec des entreprises liées

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004
Transactions		
Télétel	3 915	6 028
Coûts éditoriaux	47 276	48 264
Audiotel	1 248	1 395
Accès annuaires	5 504	2 664
Mise à disposition du personnel	(5 948)	(7 631)
Redevances Pages Blanches	(61 323)	(58 622)
Immobilier et charges locatives	(12 022)	(10 085)
Bases de données	(3 957)	(7 640)
Management fees	(5 618)	(5 464)
Redevances de marques	(579)	(1 066)
Téléphonie - hébergement	(6 070)	(5 438)
Autres prestations opérationnelles	(7 141)	(6 353)
Total	(44 715)	(43 948)

Les principales conventions conclues avec le Groupe France Télécom sont relatives à :

- la mise à disposition des données annuaires aux fins d'édition d'annuaires
- la prospection et le recueil de la publicité à insérer dans l'Annuaire et le 3611 en recherche alphabétique ainsi que la conception technique, l'exécution et la mise en page de cette publicité.
- la réalisation pour le compte de France Télécom des tâches nécessaires à la fabrication, la distribution et la promotion de l'Annuaire et du 3611 en recherche alphabétique
- redevances de marque et management fees.
- le prêt consenti à France Télécom d'un montant total de 64,2 millions d'euros.

A ces transactions, s'ajoutent les produits financiers générés par la trésorerie placée chez France Télécom soit 15,4 millions d'euros, ainsi que la contribution PagesJaunes à la participation des salariés mutualisée au niveau du Groupe France Télécom.

Note 31 – Obligations contractuelles et engagements hors bilan

Le récapitulatif des engagements hors bilan donnés significatifs se présente comme suit :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2005				2004
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Contrats de location simple	37 448	15 556	21 760	132	44 389
Engagements d'achats de biens et services	120 165	51 410	68 755	-	64 224
Total	157 613	66 966	90 515	132	108 613

Engagements conditionnels (en milliers d'euros)	2005				2004
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Avals et cautions	1 013	1 009	4	-	853

Contrats de location

PagesJaunes SA a pris en location des terrains, bâtiments, véhicules et matériels. Ces contrats viendront à terme à des dates diverses au cours des dix prochaines années.

La Direction estime que ces contrats seront renouvelés ou remplacés à leur terme par d'autres contrats dans le cadre des conditions normales d'exploitation.

La charge de loyer enregistrée au compte de résultat au titre des locations simples s'est élevée à 15,1 millions d'euros en 2005. Sur ces 15,1 millions d'euros, 10,1 millions sont facturés par France Télécom. La part de France Télécom dans les engagements futurs s'élève à 10,7 millions en 2006 et 15,7 millions pour 2007 à 2011.

Engagements d'achats de biens et services

Réalisation des annuaires

Dans le cadre de son activité, PagesJaunes SA s'engage auprès de fournisseurs de papier sur la base de contrats généralement annuels avec des engagements de volumes fermes. D'autre part, PagesJaunes SA s'engage aussi auprès d'imprimeurs sur la base de contrats tri-annuels ou bi-annuels et de distributeurs sur la base de contrats annuels pour la réalisation et la distribution des PagesJaunes et de l'Annuaire. Ces derniers engagements font seulement l'objet de volumes prévisionnels de commandes sans valeur contractuelle minimum. L'ensemble de ces engagements est évalué à 111,1 millions d'euros dont 48,6 millions d'euros à moins d'un an. Ces montants peuvent varier en fonction du volume réel pour chaque année.

QDQ Media est de même engagée auprès de fournisseurs de papier, avec des engagements similaires de volumes fermes et d'imprimeurs. Ces engagements s'élèvent à 8,7 millions d'euros dont 2,8 millions d'euros à décembre 2006 et 5,8 millions d'euros de 2007 à 2008.

Montages déconsolidants et entités ad hoc

Le groupe n'a pas procédé au cours des périodes présentées à des montages déconsolidants.

Il n'a pas d'obligations contractuelles vis-à-vis d'entités ad hoc.

Droits individuels à la formation

Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes non-fonctionnaires et en contrats à durée indéterminée au sein des entités françaises du groupe PagesJaunes, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 111 637 heures au 31 décembre 2005. 309 heures ont fait l'objet d'une demande de la part de salariés.

Note 32 - Litiges

Dans le cours normal de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

À l'exception des procédures décrites ci-après, ni PagesJaunes Groupe ni aucune de ses filiales n'est partie à un procès ou à une procédure d'arbitrage quelconque dont la direction de PagesJaunes estime que le résultat pourrait raisonnablement avoir une incidence négative significative sur ses résultats, son activité ou sa situation financière consolidée.

(i) La société Prodis qui exploite sur Internet un site à l'adresse www.pagesjaunes.com et qui est titulaire des noms de domaines pagesjaunes.com et pagesjaunes.net, a assigné le 26 septembre 2000, puis le 20 avril 2001, respectivement les sociétés France Télécom et PagesJaunes, principalement en nullité des marques PagesJaunes. Dans ce cadre, la société Prodis entendait faire valoir que le dépôt de la dénomination Pages Jaunes à titre de marque serait selon elle frauduleux pour n'être que la traduction du terme Yellow Pages qui désignerait aux Etats-Unis, depuis 1886, le concept même d'annuaire professionnel et qui constituerait selon la demanderesse un terme générique repris indifféremment dans différents pays. Par jugement du 14 mai 2003, le Tribunal de grande instance de Paris a confirmé la validité des marques « Pages Jaunes ». La société Prodis a interjeté appel de ce jugement en reprenant les mêmes demandes qui portent également sur la nullité des marques « Pages Blanches », « L'annuaire » et « L'annuaire des Pages Blanches ». Par une décision rendue le 30 mars 2005, la Cour d'appel de Paris a considéré notamment que « ces marques ont acquis par l'usage ancien et intensif qui en a été fait un caractère distinctif fort », que PagesJaunes et France Télécom avaient justifié « par les multiples lettres de mise en demeure produites aux débats, avoir réagi contre tout emploi illicite de leurs marques en défendant régulièrement les droits qui y sont attachés », et que « le caractère contradictoire de l'argumentation de la société Prodis (...) suffit à établir sa mauvaise foi dans l'engagement et la conduite de la présente instance ». La Cour d'appel de Paris a en conséquence confirmé le jugement rendu le 14 mai 2003 par le Tribunal de Grande Instance de Paris, a déclaré irrecevables les nouvelles demandes de Prodis et a intégralement débouté Prodis de toutes ses demandes, condamnant celle-ci à verser à PagesJaunes et à France Télécom chacune 20.000 euros de dommages et intérêts pour procédure abusive et 10.000 euros sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile. La société Prodis ne s'étant pas pourvu en cassation, l'arrêt de la Cour d'appel de Paris est devenu définitif.

(ii) PagesJaunes a mis en œuvre début 2002 un plan d'évolution commerciale comportant notamment la modification de 930 contrats de travail de conseillers commerciaux. Cette modification a pour objet d'adapter ces contrats à un contexte concurrentiel nouveau. Une centaine de salariés a refusé de signer le nouveau contrat proposé et a été licenciée au cours du deuxième trimestre 2002. La quasi-totalité de ces salariés licenciés avait assigné PagesJaunes en vue de contester la validité du motif de licenciement. La Cour de Cassation a validé, par deux arrêts rendus le 11 janvier 2006, ce plan d'évolution

commerciale. La Cour de Cassation a statué qu'un licenciement économique consécutif à une réorganisation mise en oeuvre pour prévenir des difficultés économiques à venir liées à des évolutions technologiques était justifié. Toutefois, des dossiers comportant des demandes fondées sur des motifs non tranchés par les arrêts ci-dessus ainsi que des dossiers devant les juridictions administratives sont toujours en cours.

(iii) PagesJaunes a fait l'objet, au cours des années 2001 et 2002, d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 1998 et 1999. Les seuls redressements qui restent en litige représentent un risque d'environ 6,6 millions d'euros (intérêts inclus). La société estime disposer d'arguments sérieux pour contrer les redressements encore contestés et n'a donc pas comptabilisé au 31 décembre 2003 de provisions au titre de ces redressements. La Société, afin de faire valoir ses arguments, a engagé une procédure contentieuse par le dépôt en juillet 2004 d'une réclamation préalable devant l'administration fiscale.

(iv) La Société a été assignée le 26 juin 2002 par une agence de publicité (FAC) devant le Tribunal de commerce de Nanterre. Cette agence de publicité considère que PagesJaunes aurait commis des actes de concurrence déloyale tels que captation de clientèle, dénigrement, démarchage abusif. Elle demande à ce titre 1 million d'euros de dommages-intérêts. Cette affaire a été plaidée le 14 septembre 2004 et le jugement a été rendu le 21 décembre 2004. Nos adversaires n'ont pas obtenu gain de cause. L'agence de publicité FAC a fait appel de ce jugement et PagesJaunes Groupe, bien que considérant disposer d'éléments favorables ne peut exclure en l'état la perspective éventuelle d'une condamnation en appel.

(v) PagesJaunes a assigné le 10 juin 2003 une agence de publicité (LSM) devant le Tribunal de commerce de Cannes. PagesJaunes, s'appuyant sur de nombreux témoignages de clients, reproche à cette agence des actes de concurrence déloyale visant à entraîner une confusion entre LSM et PagesJaunes dans l'esprit des clients contactés par LSM pour leurs insertions publicitaires dans l'annuaire de PagesJaunes. Le Tribunal de commerce de Cannes, par un jugement du 19 février 2004, a débouté PagesJaunes de ses demandes. PagesJaunes a fait appel de cette décision qui, si elle était confirmée en appel, serait de nature à favoriser le développement de ce type d'actes de concurrence de la part d'autres agences de publicité et à créer des difficultés pour PagesJaunes dans la prospection de ses clients. Bien qu'elle estime disposer d'un dossier solide dans cette affaire, PagesJaunes ne peut exclure une confirmation en appel de cette décision.

(vi) La Société a été informée le 4 octobre 2004 d'une saisine du Conseil de la Concurrence qui aurait été déposée en date du 11 mai 1998 par le Ministre de l'Economie relative à des pratiques qui auraient été mises en oeuvre par l'ex Office d'Annonces (devenue PagesJaunes) sur le marché de l'insertion publicitaire dans les annuaires téléphoniques en métropole et à la Réunion. Le Conseil de la Concurrence a rendu une décision de non-lieu le 20 décembre 2005.

(vii) La Société a été informée le 24 janvier 2006 d'une saisine du Conseil de la Concurrence déposée le 10 janvier 2006 par la société Le Numéro relative à des pratiques qui auraient été mises en oeuvre par France Télécom et PagesJaunes dans le domaine des services de renseignements téléphoniques. Bien que considérant disposer d'éléments favorables, la Société ne peut exclure en l'état une éventuelle condamnation.

D'autre part, le Groupe, comme les autres sociétés du secteur, est fréquemment assigné en justice dans le cadre de procédures engagées sur le fondement d'erreurs dans la publication des annuaires et des autres supports. De manière générale, le risque financier représenté par chacune de ces procédures est relativement limité. Cependant, la multiplication du nombre de celles-ci peut constituer un risque significatif pour le Groupe. Le nombre de ces procédures est en constante diminution depuis 2001 et stable en 2005. Au 31 janvier 2006, le nombre de ces procédures était de 28, pour un montant total de dommages et intérêts de 1,8 million d'euros. Dans le cadre de ces procédures, le Groupe essaye de négocier un dédommagement amiable, qui permet de réduire significativement le coût total et final de ces procédures. Il ne peut cependant être donné de garantie sur le fait que ces procédures n'aient pas d'impact négatif sur la situation financière du Groupe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir, ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.

Note 33 - Evènements postérieurs à la clôture

PagesJaunes a mis en œuvre début 2002 un plan d'évolution commerciale comportant notamment la modification de 930 contrats de travail de conseillers commerciaux. Cette modification a pour objet d'adapter ces contrats à un contexte concurrentiel nouveau. Une centaine de salariés a refusé de signer le nouveau contrat proposé et a été licenciée au cours du deuxième trimestre 2002. La quasi-totalité de ces salariés licenciés avait assigné PagesJaunes en vue de contester la validité du motif de licenciement. La Cour de Cassation a validé, par deux arrêts rendus le 11 janvier 2006, ce plan d'évolution commerciale. La Cour de Cassation a statué qu'un licenciement économique consécutif à une réorganisation mise en œuvre pour prévenir des difficultés économiques à venir liées à des évolutions technologiques était justifié. Toutefois, des dossiers comportant des demandes fondées sur des motifs non tranchés par les arrêts ci-dessus ainsi que des dossiers devant les juridictions administratives sont toujours en cours.

France Télécom a été désignée par arrêté du 3 mars 2005 comme éditeur de l'annuaire universel pour une durée de deux ans. France Télécom doit rester éditeur, la cession de la marque l'Annuaire à PagesJaunes SA, filiale de PagesJaunes Groupe, telle que prévue par les accords de mai/juin 2004 ne peut dès lors être mise en œuvre. La solution retenue consiste à mettre en place un contrat de concession d'exploitation de l'annuaire universel imprimé au bénéfice de PagesJaunes accompagné d'un contrat de cession de la marque « L'Annuaire » pour un montant total de 12 millions d'euros. Ces contrats ont été signés le 20 janvier et sont à effet du 1^{er} janvier 2006. Compte tenu de la mise en place du dispositif exposé ci-dessus, les contrats de réalisation et de régie des annuaires édités par France Télécom (l'Annuaire et le 36 11 alphabétique) ont été revus de façon à adapter leur périmètre au seul 36 11 alphabétique.

La Société a été informée le 24 janvier 2006 d'une saisine du Conseil de la Concurrence déposée le 10 janvier 2006 par la société Le Numéro relative à des pratiques qui auraient été mises en œuvre par France Télécom et PagesJaunes dans le domaine des services de renseignements téléphoniques.

Note 34 - Périmètre de consolidation**PERIMETRE AU 31/12/2005**

SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE

Entreprise	2005		
	Pays	Intérêt	Contrôle
PagesJaunes Groupe (ex-PagesJaunes)	France	100%	100%
PagesJaunes SA	France	100%	100%
Kompass France	France	100%	100%
Wanadoo Data	France	100%	100%
Mappy (ex Wanadoo Maps)	France	100%	100%
QDQ Media	Espagne	100%	100%
E-SAMA (dont Phesa et S2G)	France	100%	100%
Kompass Belgium	Belgique	100%	100%
Eurodirectory	Luxembourg	100%	100%
Edicom (ex Telecontact Maroc)	Maroc	100%	100%

SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION PROPORTIONNELLE

Entreprise	Pays	Intérêt	Contrôle
Editus Luxembourg	Luxembourg	49%	49%

PERIMETRE AU 31/12/2004

SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE

Entreprise	2004		
	Pays	Intérêt	Contrôle
PagesJaunes Groupe (ex-PagesJaunes)	France	100%	100%
PagesJaunes SA	France	100%	100%
Kompass France	France	100%	100%
Wanadoo Data	France	100%	100%
Mappy (ex Wanadoo Maps)	France	100%	100%
QDQ Media	Espagne	100%	100%

SOCIETES CONSOLIDEES PAR MISES EN EQUIVALENCE

Entreprise	Pays	Intérêt	Contrôle
Eurodirectory	Luxembourg	50%	50%

Note 35 - Transition IFRS 2004

Impacts de la première adoption des IFRS

Cette note détaille d'une part, les principes retenus pour l'établissement du bilan d'ouverture préliminaire IFRS au 1^{er} janvier 2004, d'autre part, les divergences avec les principes comptables français antérieurement appliqués ainsi que leurs effets sur les bilans préliminaires au 1^{er} janvier 2004 et 31 décembre 2004 et sur les résultats préliminaires de l'exercice 2004.

35.1 Base de préparation de la note de transition

Les informations financières 2004 sur la transition IFRS sont établies conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption des IFRS » et des normes IFRS/IAS applicables au 31 décembre 2005, telles que publiées par l'IASB au 31 décembre 2005 et telles qu'adoptées par la Commission Européenne à cette même date.

Cependant, certaines normes et interprétations ont fait l'objet d'une application anticipée par rapport à la date d'adoption proposée. Celles-ci sont décrites dans la note 3 - "Principes comptables et changements d'estimation", au paragraphe 3.1.1.

Certaines positions comptables ne sont pas couvertes par des dispositions particulières des normes comptables internationales et leurs interprétations. Il s'agit en particulier du traitement comptable associé :

- aux offres réservées aux salariés ;
- au droit individuel à la formation.

Ces traitements comptables sont décrits dans la note 3- "Principes comptables et changements d'estimation", au paragraphe 3.1.2.

Les normes comptables prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et des passifs, tant dans le cadre de la norme IFRS 1 relative à la première application du référentiel comptable international que dans les normes elles-mêmes. Ces options sont décrites dans la note 3 - "Principes comptables et changements d'estimation", au paragraphe 3.1.3.

35.2 Impacts sur les capitaux propres et le résultat net 2004

Passage normes françaises => normes IFRS

	<u>Capitaux propres à l'ouverture</u>	<u>Capitaux propres à la clôture</u>	<u>Dont résultat net 2004</u>
Normes françaises	332 358	383 375	233 418
Reconnaissance du revenu	(140)		140
Amortissement écart d'acquisition		4 168	4 168
Rémunération en actions			(24 124)
Normes IFRS	332 218	387 543	213 602

35.4 Impacts sur le bilan au 1^{er} janvier 2004

Passage bilan d'ouverture au 1^{er} Janvier 2004 - Actif

Bilan normes françaises	Reclassements	Retraitements IFRS	IFRS	Bilan normes IFRS	
Ecarts d'acquisition nets	1 198		1 198	Ecarts d'acquisition nets	
Immobilisations incorporelles nettes	558	3 049	3 607	Autres Immobilisations incorporelles nettes	
Immobilisations corporelles	18 370	(3 049)	15 321	Immobilisations corporelles nettes	
Titres mis en équivalence	2 504		2 504	Titres mis en équivalence	
Titres de participation nets	388	(388)	0	Actifs disponibles à la vente	
Autres actifs à long terme nets	1 352	388	1 740	Autres actifs financiers non courants	
Impôts différés à long terme nets	6 508	18 034	24 542	Impôts différés actifs	
Total de l'actif immobilisé	30 878	18 034	0	48 912	Total de l'actif non courant
Stock nets	7 112		(276)	6 836	Stock nets
Créances clients nettes de provision	371 791			371 791	Créances clients nettes
Impôts différés à court terme nets	18 034	(18 034)		0	
Autres créances & Charges constatées d'avance	102 745	(102 745)			
		20 695		20 695	Autres actifs courants
		26 979		26 979	Impôts courants
		54 214	132	54 346	Charges constatées d'avance
Valeurs mobilières de placement	11 600	857		12 457	Autres actifs financiers courants
Disponibilités	581 935	0		581 935	Disponibilités
Total de l'actif circulant	1 093 217	(18 034)	(144)	1 075 039	Total Actif courant
Total de l'actif	1 124 095	(0)	(144)	1 123 951	Total de l'actif

Passage bilan d'ouverture au 1^{er} Janvier 2004 – Passif

Bilan normes françaises	Reclassements	Retraitements IFRS	IFRS	Bilan normes IFRS
Capital social	54 810		54 810	Capital social
Primes liées au capital	42 249		42 249	Prime d'émission
Réserves	235 299	4	(144) 235 159	Réserves
Réserves de conversion	0		0	Réserves de conversion
Capitaux propres	332 358	4	(144) 332 218	Capitaux propres
Emprunts obligataires	0		0	Emprunts obligataires ou échangeables
Autres dettes financières à long et moyen terme	0		0	Dettes financières et dérivés long terme
Autres dettes à long terme	24 805	(24 805)		
		17 176	17 176	Avantages au personnel - non courants
		7 690	7 690	Provisions - non courantes
			0	Autres passifs - non courants
			0	Impôts différés passifs
Total des dettes à long terme	24 805	61	24 866	Total Dettes non courantes
Part à - d'un an des dettes financières à long et moyen terme LMT	3 822	(10)	3 812	Part à - d'un an des dettes financières à long et moyen terme LMT
Découverts bancaires et autres emprunts à court terme	11 559		11 559	Découverts bancaires et autres emprunts à court terme
		15	15	Intérêts courus non échus
		4 145	4 145	Provisions - courantes
Dettes fournisseurs	107 312	(61)	107 251	Dettes fournisseurs
		78 673	78 673	Avantages au personnel - courants
Charges à payer et autres provisions à court terme	177 247	(177 247)		
		80 112	80 112	Autres passifs courants
		15 966	15 966	Dettes d'impôt sur les sociétés
Autres dettes	1 654	(1 654)		
Produits constatés d'avance	465 338	(4)	465 334	Produits constatés d'avance
Total des dettes à court terme	766 932	(65)	766 867	Total des passifs courants
Total du passif	1 124 095	0	(144) 1 123 951	Total du passif

35.5 Impacts sur bilan au 31 décembre 2004

Passage bilan de clôture au 31 décembre 2004 – Actif

Bilan normes françaises	Reclassements	Retraitements IFRS	IFRS	Bilan normes IFRS	
Ecarts d'acquisition nets	73 307		4 168	77 475	Ecarts d'acquisition nets
Immobilisations incorporelles nettes	2 092	6 327		8 419	Autres Immobilisations incorporelles nettes
Immobilisations corporelles	23 143	(6 327)		16 816	Immobilisations corporelles nettes
Titres mis en équivalence	15 493			15 493	Titres mis en équivalence
Titres de participation nets	2 263	(2 263)		0	Actifs disponibles à la vente
Autres actifs à long terme nets	1 521	2 263		3 784	Autres actifs financiers non courants
Impôts différés à long terme nets	9 016	17 128		26 144	Impôts différés actifs
Total de l'actif immobilisé	126 835	17 128	4 168	148 131	Total de l'actif non courant
Stock nets	12 373			12 373	Stock nets
Créances clients nettes de provision	430 793			430 793	Créances clients nettes
Impôts différés à court terme nets	17 128	(17 128)		0	
Autres créances & Charges constatées d'avance	84 924	(84 924)			
		44 350		44 350	Autres actifs courants
		133		133	Impôts courants
		39 844		39 844	Charges constatées d'avance
Valeurs mobilières de placement	264	597		861	Autres actifs financiers courants
Disponibilités	644 077			644 077	Disponibilités
Total de l'actif circulant	1 189 559	(17 128)	0	1 172 431	Total Actif courant
Total de l'actif	1 316 394	0	4 168	1 320 562	Total de l'actif

Passage bilan de clôture au 31 décembre 2004 – Passif

Bilan normes françaises	Reclassements	Retraitements IFRS	IFRS	Bilan normes IFRS	
Capital social	55 758		55 758	Capital social	
Primes liées au capital	52 610	15 725	68 335	Prime d'émission	
Réserves	41 589	8 259	49 848	Réserves	
Résultat net part du groupe	233 418	(19 816)	213 602	Résultat net part du groupe	
Réserves de conversion	0		0	Réserves de conversion	
Capitaux propres	383 375	0	4 168	387 543	Capitaux propres
Emprunts obligataires	0		0	Emprunts obligataires ou échangeables	
Autres dettes financières à long et moyen terme	32		32	Dettes financières et dérivés long terme	
Autres dettes à long terme	30 391	(30 391)			
		22 062	22 062	Avantages au personnel - non courants	
		8 329	8 329	Provisions - non courantes	
			0	Autres passifs - non courants	
		0	0	Impôts différés passifs	
Total des dettes à long terme	30 423	0	0	30 423	Total Dettes non courantes
Part à - d'un an des dettes financières à long et moyen terme LMT	3 822		3 822	Part à - d'un an des dettes financières à long et moyen terme LMT	
Découverts bancaires et autres emprunts à court terme	10 730		10 730	Découverts bancaires et autres emprunts à court terme	
		18	18	Intérêts courus non échus	
		236	236	Provisions - courantes	
Dettes fournisseurs	107 026		107 026	Dettes fournisseurs	
		82 021	82 021	Avantages au personnel - courants	
Charges à payer et autres provisions à court terme	241 543	(241 543)			
		0	0	Divers à payer	
		91 261	91 261	Autres passifs courants	
		72 112	72 112	Dettes d'impôt sur les sociétés	
Autres dettes	4 104	(4 104)			
Produits constatés d'avance	535 371	(1)	535 370	Produits constatés d'avance	
Total des dettes à court terme	902 596	0	902 596	Total des passifs courants	
Total du passif	1 316 394	0	4 168	1 320 562	Total du passif

35.6 Description des principaux retraitements IFRS

35.6-1 Chiffre d'affaires

Le compte de résultat consolidé IFRS 2004 présente un chiffre d'affaires diminué de 6 millions d'euros par rapport au chiffre d'affaires publié selon les normes françaises en raison des changements de présentation de certaines charges en déduction du chiffres d'affaires :

- Impact négatif de 2 millions d'euros au titre du reclassement en réduction du chiffre d'affaires des échanges de publicité,
- Impact négatif de 4 millions d'euros au titre du reclassement en réduction du chiffre d'affaires de la redevance de régie Europages.

Ces éléments étaient comptabilisés en charges selon les normes françaises, il n'y a donc pas d'effet ni sur la marge brute opérationnelle ni sur le résultat net consolidé.

35.6-2 Amortissement et dépréciation des écarts d'acquisition

Selon l'option offerte par la norme IFRS 1, le Groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004. Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont plus amortis à compter du 1^{er} janvier 2004, ce qui génère un impact positif au compte de résultat de 4 millions d'euros (6 millions d'euros à périmètre constant en raison de l'acquisition de QDQ Media).

35.6-3 Stock options et offres réservées aux salariés

Stock options

Selon les principes comptables français, aucune charge de rémunération n'est constatée lors de l'attribution des stock options.

L'application de la norme IFRS 2 (« paiement fondé sur des actions ») a pour conséquence la comptabilisation en charges des options de souscription ou d'achat d'actions attribuées par France Télécom à ses employés, parmi lesquels des employés de PagesJaunes Groupe. Au compte de résultat IFRS 2004, les charges relatives aux options représentent 10 millions d'euros, la contrepartie de ce montant a été comptabilisée en capitaux propres, les plans étant dénoués en actions.

Offres réservées aux salariés

A la suite de l'ouverture du capital de PagesJaunes Groupe en juillet 2004, la Société a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe France Télécom. A l'issue de celle-ci, 4,7 millions d'actions ont été souscrites par l'ensemble des salariés.

Par ailleurs, à la suite de la cession par l'Etat de 10,85% du capital social de France Télécom S.A. intervenue le 7 septembre 2004, l'Etat a procédé, conformément à la loi du 6 août 1986 relative aux modalités de privatisation, à une offre d'actions réservée aux salariés et anciens salariés des groupes France Télécom et PagesJaunes Groupe. La période de souscription a été ouverte du 1^{er} au 13 décembre 2004. A l'issue de celle-ci, 28,7 millions d'actions ont été souscrites par l'ensemble des salariés dont 2,3 millions d'actions par les salariés de PagesJaunes Groupe. Le règlement-livraison des titres est intervenu le 20 janvier 2005.

En IFRS, pour ces deux opérations, le Groupe a valorisé l'avantage accordé aux salariés et anciens salariés à la juste valeur à la date d'attribution des droits en prenant en considération la période d'incessibilité. Au compte de résultat IFRS 2004, l'impact des offres est une charge complémentaire de 11 millions d'euros au titre de l'offre de France Télécom et de 3 millions d'euros au titre de l'offre PagesJaunes Groupe.

L'impact total relatif aux stock options et offres réservées aux salariés est donc de 24 millions d'euros, le montant total porté au compte de résultat (compte « rémunérations en actions ») est de 25 millions d'euros, une charge de 1 million d'euros ayant déjà été comptabilisée en normes françaises.

35.6-4 Principaux reclassements au bilan

Les comptes de bilan ont fait l'objet de reclassements afin de conformer leur présentation aux règles IFRS. Outre les reclassements décrits ci-dessus, les principaux reclassements au 1^{er} janvier 2004 sont les suivants :

- le solde net du poste « Logiciels » classé en immobilisations corporelles au bilan en normes françaises a été reclassé en immobilisations incorporelles pour 3 millions d'euros (6 millions d'euros à la clôture).
- le solde du poste « Autres créances et charges constatées d'avance » a été principalement reventilé sur 4 postes soit respectivement ;
 - en « Autres actifs courants » pour 21 millions d'euros (44 millions d'euros à la clôture),
 - en « Impôts courants » pour 27 millions d'euros (0 à la clôture),
 - en « Charges constatées d'avance » pour 54 millions d'euros (40 millions d'euros à la clôture),
 - en « Autres actifs financiers courants » pour 1 million d'euros (1 million d'euros à la clôture).
- Le solde du poste « Autres dettes à long terme » a été principalement reventilé sur 2 postes soit respectivement
 - en « Avantages du personnel non courants » pour 17 millions d'euros (22 millions d'euros à la clôture),
 - en « Provisions -non courantes » pour 8 millions d'euros (8 millions d'euros à la clôture),
- Le solde du poste « Charges à payer et autres provisions à court terme » a été principalement reventilé sur 4 postes soit respectivement :
 - en « Provisions – courantes » pour 4 millions d'euros (0 à la clôture),
 - en « Avantages du personnel – courant » pour 79 millions d'euros (82 millions d'euros à la clôture),
 - en « Autres passifs courants » pour 80 millions d'euros (91 millions d'euros à la clôture),
 - en « Dettes d'impôt sur les sociétés » pour 16 millions d'euros (72 millions d'euros à la clôture).
- Les impôts différés actifs et passifs sont présentés en IFRS dans une ligne spécifique et classés en non courants, ainsi le solde du poste libellé en normes françaises « Impôts différés court terme nets » à l'actif et au passif est reclassé en « Impôts différés actifs et passifs ».

35.6-5 Principaux reclassements au compte de résultat

Indépendamment des retraitements IFRS détaillés ci-dessus (reconnaissance des revenus, amortissement et dépréciation des écarts d'acquisition, paiement fondé sur des actions), les agrégats du compte de résultat ont fait l'objet de reclassements afin de mettre en conformité leur présentation aux règles IFRS. Les principaux reclassements au 31 décembre 2004 concernent le résultat d'exploitation soit :

- la présentation de la participation des salariés en frais de personnel,
- la ventilation du solde négatif de 10 millions d'euros des « autres produits et charges non opérationnels » en normes françaises principalement en :
 - autres produits et charges opérationnels pour (5) millions d'euros incluant notamment les frais d'introduction en bourse de la Société,
 - salaires et charges pour (4) millions d'euros,
 - rémunérations en actions pour (1) millions d'euros.

35.7 Effets sur le tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2004

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre 2004		
	Normes françaises	IFRS	Retraitements / reclassements
Résultat net consolidé part du Groupe	233 418	213 602	(19 816)
			0
Amortissements des immobilisations	14 233	10 065	(4 168)
+ ou - values sur cessions d'actifs	411	411	0
Variation des provisions	(4 081)	(4 081)	0
Résultats non distribués des sociétés mises en équivalence	512	512	0
Charge d'impôts de l'exercice	(1 579)	149 314	150 893
Produits et charges d'intérêts		(20 391)	(20 391)
Intérêts minoritaires	0	0	0
Ecart de change non réalisé	0	51	51
Autres éléments non monétaires	0	0	0
Rémunération en actions		24 124	24 124
Diminution (augmentation) des stocks	(4 810)	(5 086)	(276)
Diminution (augmentation) des créances clients	(36 325)	(36 325)	0
Diminution (augmentation) des autres créances	18 006	18 138	132
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	(10 810)	(10 810)	0
Augmentation (diminution) des autres dettes	153 259	70 229	(83 030)
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		20 784	20 784
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(444)	(444)
Impôts versés		(67 859)	(67 859)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	362 234	362 234	0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations	(8 376)	(8 376)	0
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels	215	215	0
Acquisitions de titres de participation et de filiales, nettes de la trésorerie acquise	(21 981)	(21 981)	0
Investissements dans les MEE	(13 500)	(13 500)	0
Produits des cessions de titres de participation et de filiales, nets de la trésorerie cédée	0	0	0
Diminutions (augmentations) des valeurs mobilières et autres actifs LT	11 509	11 509	0
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(32 133)	(32 133)	0
Augmentation (diminution) des emprunts à long terme	(89 326)	(89 326)	0
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts CT	(1 167)	(1 167)	0
Augmentation de capital	58 492	58 492	0
Dividendes versés	(235 958)	(235 958)	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(267 959)	(267 959)	0
Variation nette des disponibilités et quasi disponibilités	62 142	62 142	0
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	0	0	0
Disponibilités et quasi disponibilités à l'ouverture	581 935	581 935	0
Disponibilités et quasi disponibilités à la clôture	644 077	644 077	0

L'application des normes IFRS n'a pas d'incidence ni sur la variation ni sur le solde des disponibilités.